

Recueil des Actes Administratifs

TOME 2/3

Septembre 2017

Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue du Père Bonnet

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de voirie menés par la Métropole à la demande du Pôle Territorial de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **27 septembre 2017** et jusqu'au **13 octobre 2017** inclus, Rue du Père Bonnet, dans sa partie comprise entre la Rue du Faubourg Figuerolles et le n° 4, le stationnement est interdit. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du **02 octobre 2017** et jusqu'au **04 octobre 2017** inclus, Rue du Père Bonnet, la circulation est interdite.

La déviation des véhicules se fera :

- soit par la Rue du Faubourg Figuerolles, la Rue Daru, le Cours Gambetta, la Rue Adam de Craponne et la Rue Bouschet de Bernard
- soit par la Rue du Faubourg Figuerolles, la Rue de Claret, la Rue Anterrieu, et la Rue Bouschet de Bernard.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Razel-Bec.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 4 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

1 1 SEP. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue de la Liberté

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de remplacement d'un candélabre menés par le Service d'éclairage public. ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **25 septembre 2017** et jusqu'au **29 septembre 2017** inclus, l'Avenue de la Liberté, depuis le Carrefour des Alizés vers et jusqu'au Pont Bertrand Garipuy est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite est interdite à la circulation générale ;
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SPIE.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 4 Septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

11 SEP. 2017



Arrêté n° 2017-T2335

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue des Frères Platter**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de remplacement d'un poteau à la demande de ORANGE ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **11 septembre 2017** et jusqu'au **22 septembre 2017** inclus, la Rue des Frères Platter est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

La circulation sera déviée par rétrécissement de la chaussée.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de ORANGE.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 4 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 06 SEP. 2017



Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge la MAISON POUR TOUS ROSA LEE PARKS.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 4 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

1 1 SEP. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Voies diverses

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté, en raison des travaux de tirage de câble fibre optique à la demande de l'entreprise SOGETREL ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 18 septembre 2017 et jusqu'au 29 septembre 2017 inclus, la circulation est interdite sur :

- la Rue de Moissac dans sa partie comprise entre la Rue Saint Alexis et la Rue Bosquet ;
- la Rue Saint Alexis dans sa partie comprise entre la Rue de Moissac et la Rue de Plagne ;
- la Rue Francèze de Cézelli dans sa partie comprise entre la Rue Lakanal et la Rue de Moissac.

Ces dispositions sont applicables de 8h00 à 18h00.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de secours, la police et les riverains..

Article 2 :

À compter du 18 septembre 2017 et jusqu'au 29 septembre 2017 inclus, le stationnement est interdit sur :

- la Rue de Moissac ;
- la Rue Francèze de Cézelli ;
- la Rue Saint Alexis.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 4 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

11 SEP. 2017



Arrêté n° 2017-T2338

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue des Renoncules**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau d'eau potable à la demande de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **18 septembre 2017** et jusqu'au **13 octobre 2017** inclus, la Rue des Renoncules est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite.
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.
- Le stationnement est interdit.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue des Renoncules, emprunte :

- la Rue de la Croix de Figuerolles
et se termine sur la Rue de la Figairasse.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 4 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 06 SEP. 2017



Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue des Volontaires

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de rénovation de l'alimentation du bâtiment à la demande de ENEDIS ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 21 septembre 2017 et jusqu'au 28 septembre 2017 inclus, la circulation est interdite Rue des Volontaires dans sa partie entre la Rue Duval Jouve et l'Avenue de Lodève
Ces dispositions sont applicables 8h00 à 17h00.

Article 2 :

La déviation " Volontaires " est mise en place en provenance de Maillart. Cette déviation débute sur la Rue des Volontaires, emprunte :

- la Rue Duval-Jouve
- la Rue Marioge
- le Boulevard des Arceaux
- la Rue Hippolyte
- l'Avenue de Lodève

et se termine sur l'Avenue de Lodève.

Article 3 :

À compter du 21 septembre 2017 et jusqu'au 28 septembre 2017 inclus, Rue des Volontaires au niveau de la Rue Duval Jouve sur 4 places, le stationnement unilatéral permanent est interdit.
Ces dispositions sont applicables 8h00 à 17h00.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 4 :

251

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la CSM

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 04 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

11 SEP. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue de la Madeleine

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de réparation de conduite télécom, à la demande de la DRTP Mairie de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **11 septembre 2017** et jusqu'au **22 septembre 2017** inclus, la Rue de la Madeleine, dans sa partie comprise entre l'Avenue Etienne Mehul et l'Avenue des Bergamotes est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque demi-chaussée alternativement est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SOGETREL.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 4 Septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 06 SEP. 2017

Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue de Metz

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur de branchement électrique à la demande de Enedis ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **11 septembre 2017** et jusqu'au **22 septembre 2017** inclus, la Rue de Metz, dans sa partie comprise entre la Rue du Faubourg Figuerolles et la Rue Saint Blaise est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit ;
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La circulation est interdite dans le sens de la Rue du Faubourg Figuerolles vers la Rue Saint Blaise ;
La déviation des véhicules se fera par la Rue du Père Fabre.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 4 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

11 SEP. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Brumaire

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux d'extension de réseau EDF à la demande de ENEDIS ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 07 septembre 2017 et jusqu'au 22 septembre 2017 inclus, la circulation est interdite Rue Brumaire

Ces dispositions sont applicables de 9h00 à 16h00.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.

La libération de la voie sera effectuée au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la contre-allée de l'avenue Raymond Dugrand, emprunte :

- la Rue Nivose
- la Rue Vendémiaire

et se termine sur la Rue Brumaire.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de ENEDIS

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 4 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 06 SEP. 2017



Arrêté n° 2017-T2343

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue de la Taillade****Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau électrique à la demande de ENEDIS ;

Arrête :**Article 1er :**

À compter du **18 septembre 2017** et jusqu'au **20 octobre 2017** inclus, la Rue de la Taillade est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de ENEDIS.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 4 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 06 SEP. 2017



Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue Philippy,
Rue Ranchin
et Rue Sainte Anne

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison d'une projection de film à la demande de la maison de l'architecture ;

Arrête :

Article 1er :

Le **21 septembre 2017**, Rue Sainte Anne, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 18h00 à 00h00**.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Le **21 septembre 2017**, la circulation est interdite sur :

- la Rue Philippy ;
- la Rue Ranchin entre la rue Saint Anne et la rue Philippy ;
- la Rue Sainte Anne.

Ces dispositions sont applicables **de 18h00 à 00h00**.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de secours, d'entretien et de service public.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la maison de l'architecture.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 4 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

11 SEP. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue de Fès

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement de Malbosc fête sa rentrée organisée par la MAISON POUR TOUS ROSA LEE PARKS. ;

Arrête :

Article 1er :

Le **22 septembre 2017**, l'Avenue de Fès, dans sa partie comprise entre l'Avenue Aglaé Adanson et la Rue François Henry d'Harcourt est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
Ces dispositions sont applicables **de 12h00 à 23h00.**
- Le stationnement est interdit.
Ces dispositions sont applicables **de 12h00 à 23h00.**
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Les déviations suivantes sont mises en place :

- par :
 - l'Avenue des Frères Buhler
 - la Rue François Henry d'Harcourt
- par :
 - l'Avenue Aglaé Adanson

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue de Jausserand

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de branchement à la demande de GRDF ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **27 septembre 2017** et jusqu'au **06 octobre 2017** inclus, la circulation est interdite Rue de Jausserand

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains.

La libération de la voie sera effectuée au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue de la Vieille Poste, emprunte :

- la Rue de Pinville

et se termine sur la Rue de Jausserand.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de GRDF.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 4 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 06 SEP. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue des Quatre Vents

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le raccordement sur une conduite d'eau potable à la demande de la Régie des Eaux de 3 M ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **02 octobre 2017** et jusqu'au **06 octobre 2017** inclus, la Rue des Quatre Vents sur une distance de 50 mètres de part et d'autre du n°419 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la Régie des Eaux de 3M.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 5 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

11 SEP. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté n° 2017-T2348

Arrêté temporaire Interdiction d'arrêt Rue de l'Epire

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de nacelle à la demande de Casanova Service Maintenance ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **08 septembre 2017** et jusqu'au **22 septembre 2017** inclus, Rue de l'Epire sur les places de stationnement réservées et nécessaires aux emprises de travaux, l'arrêt et le stationnement sont interdits par autorisation de voirie.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Le demandeur est chargé de maintenir le cheminement piéton et de matérialiser chacun des emplacements réservés par la mise en place de barrières temporaires

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 5 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 11 SEP. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue de la Justice de Castelnau

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux d'aménagement d'un îlot séparateur de voies à la demande du Service Voirie de 3M ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **18 septembre 2017** et jusqu'au **29 septembre 2017** inclus, l'Avenue de la Justice de Castelnau, dans sa partie comprise entre la Rue des Tourterelles et la Rue du Mas de Calenda est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de gauche est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise EIFFAGE-AER.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 5 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

11 SEP. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté n° 2017-T2350

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Saint Cléophas

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux sur réseau d'Alimentation Eau potable et d'aménagement de voirie à la demande du Pôle Territorial Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 25 septembre 2017 et jusqu'au 22 décembre 2017 inclus, : **la Rue Saint Cléophas**, dans sa partie comprise entre l'Avenue de Maurin et l'Avenue Villeneuve d'angoulême est :

- interdite à la circulation, dans le sens allant de l'Avenue Villeneuve d'angoulême vers l'Avenue de Maurin,
- inversée en sens de circulation sur la voie restant libre, dans le sens allant habituellement de l'Avenue de Maurin vers l'Avenue Villeneuve d'angoulême. La circulation sur ce tronçon sera donc uniquement possible de l'Avenue Villeneuve d'angoulême vers l'Avenue de Maurin.

Article 2 :

À compter du 25 septembre 2017 et jusqu'au 22 décembre 2017 inclus, : **la Rue Saint Cléophas**, dans sa partie comprise entre l'Avenue de Maurin et la Rue Sainte Monique est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- Le stationnement est interdit, côté pair.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 3 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur l'Avenue de Maurin, emprunte : le Boulevard Pedro de Luna et se termine sur l'Avenue de Villeneuve-Angoulême.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Malet

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 5 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 11 SEP. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue du Cinquante Sixième Régiment d'Artillerie

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de raccordement au réseau, à la demande de ENEDIS ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **11 septembre 2017** et jusqu'au **29 septembre 2017** inclus, la Rue du Cinquante Sixième Régiment d'Artillerie est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit ;
- Toutefois, cette disposition n'est pas applicable pour les véhicules de chantier ;
- Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise de ENEDIS.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 5 Septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

11 SEP. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue de Saint Maur

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux sur le réseau pluvial à la demande de VEOLIA ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 25 septembre 2017 et jusqu'au 06 octobre 2017 inclus, Avenue de Saint Maur, dans sa partie comprise entre la Rue des Perdigals et la Rue des Aigrettes au droit du numéro 1429 sur 30 mètres., la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10.
Ces dispositions sont applicables de 8h00 à 22h00.

Article 2 :

À compter du 25 septembre 2017 et jusqu'au 06 octobre 2017 inclus, Avenue de Saint Maur au droit de numéro 1429 sur 30 mètres., la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 3 :

À compter du 25 septembre 2017 et jusqu'au 06 octobre 2017 inclus, Avenue de Saint Maur, le stationnement est interdit.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SCAM-TP

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 5 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 11 SEP. 2017



Arrêté n° 2017-T2353

Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Avenue du Professeur Louis Ravaz

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau d'eau potable à la demande de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **18 septembre 2017** et jusqu'au **29 septembre 2017** inclus, l'Avenue du Professeur Louis Ravaz, dans sa partie comprise entre l'Impasse Auguste Mourgues et la Rue des Papyrus est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 5 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

11 SEP. 2017



Arrêté n° 2017-T2354

**Arrêté temporaire
Mesures de stationnement
Boulevard de Strasbourg
et Place de Strasbourg**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de raccordement à la fibre optique à la demande de Circet ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **11 septembre 2017** et jusqu'au **25 septembre 2017** inclus, Boulevard de Strasbourg sur les places de stationnement réservées et nécessaires aux emprises de travaux, l'arrêt et le stationnement sont interdits par autorisation de voirie.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
Le demandeur est chargé de maintenir le cheminement piéton et de matérialiser chacun des emplacements réservés par la mise en place de barrières temporaires

Article 2 :

À compter du **11 septembre 2017** et jusqu'au **25 septembre 2017** inclus, Place de Strasbourg, l'arrêt et le stationnement y compris des deux roues sont interdits.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise ZAYO

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 5 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 11 SEP. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de Barcelone

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison du raccordement à la fibre optique à la demande de CIRCET ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **11 septembre 2017** et jusqu'au **29 septembre 2017** inclus, Rue de Barcelone sur les places de stationnement nécessaires aux emprises, l'arrêt et le stationnement sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate. Le demandeur est chargé de maintenir le cheminement piéton et de matérialiser chacun des emplacements réservés par la mise en place de barrières temporaires

Article 2 :

À compter du **11 septembre 2017** et jusqu'au **29 septembre 2017** inclus, la Rue de Barcelone depuis le Boulevard de Strasbourg vers et jusqu'à la Rue de Tarragone est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- la voie de droite est interdite à la circulation générale.

Les cyclistes circulant habituellement sur la piste cyclable seront déviés dans la circulation générale.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du requérant

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 5 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Publié le : 11 SEP. 2017

Luc ALBERNHE



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Place Christophe Colomb et Avenue Raymond Dugrand

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de voirie menés par la Métropole à la demande du Pôle Territorial de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **06 septembre 2017** et jusqu'au **29 septembre 2017** inclus, la Place Christophe Colomb pour sa partie comprise entre l'avenue Raymond Dugrand et l'avenue Albert Einstein est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite est interdite à la circulation générale ;
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

La libération de la voie sera effectuée au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Article 2 :

À compter du **06 septembre 2017** et jusqu'au **29 septembre 2017** inclus, l'Avenue Raymond Dugrand au droit du numéro 35 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite est interdite à la circulation générale ;
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

La circulation des véhicules est interdite sur 50m.

La libération de la voie sera effectuée au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise MALET.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 5 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

11 SEP. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté n° 2017-T2357

Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue de Villeneuve-Angoulême

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux sur réseau d'Alimentation Eau potable et d'aménagement de voirie à la demande du Pôle Territorial Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **18 septembre 2017** et jusqu'au **06 octobre 2017** inclus, l'Avenue de Villeneuve-Angoulême, dans sa partie comprise entre la Rue Saint Cléophas et la Rue des Posandiers est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Malet.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

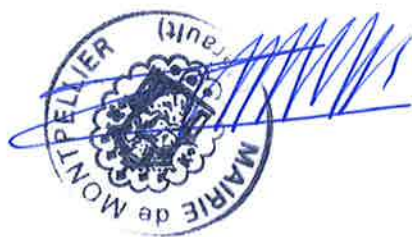
Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 5 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 11 SEP. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté n° 2017-T2358

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement La contre-allée du Cours Gambetta située du côté des numéros impairs

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement à la demande de Madame DERDA ;

Arrête :

Article 1er :

Le **09 septembre 2017**, la contre-allée du Cours Gambetta située du côté des numéros impairs au droit du N°19 sur un emplacement de 5 mètres, le stationnement est interdit.
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de déménagement de Madame DERDA.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Madame DERDA

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 5 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 11 SEP. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Circulation interdite Voies diverses

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement du défilé organisé pour la Journée Mondiale des Sourds ;

Arrête :

Article 1er :

Le **23 septembre 2017**, la circulation est interdite sur :

- la Place Georges Frêche ;
- la Rue du Moulin des Sept Cans ;
- l'Avenue du Petit Train ;
- la Rue du Comté de Melgueil ;
- le Chemin de Moularès ;
- la Rue de l'Acropole ;
- la Place de Thessalie ;
- la Place Zeus et Arrivée : salle Ferdinand Pelloutier ;
- la Place du Millénaire ;
- la Place du Nombre d'Or et ;
- le Boulevard d'Antigone ;
- l'Allée Henri II de Montmorency ;
- la Place de la Comédie ;
- la Rue de Maguelone ;
- la Rue Jules Ferry ;
- l'Avenue Henri Frenay.

Ces dispositions sont applicables **de 09h00 à 18h00.**

Article 2 :

La déviation des véhicules se fera par les voies adjacentes à celles occupées par la manifestation .

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Ces dispositions entreront en vigueur à l'avancement de la manifestation et à la diligence des services de polices.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 5 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

11 SEP. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Esplanade Charles de Gaulle JOURNEE des POSSIBLES

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU l'arrêté municipal n°2013/NT/R/DGU-P12, du 08 mars 2013, portant réglementation des voies dans l'aire piétonne dénommée MOLIERE à Montpellier ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de la manifestation journée des possibles à la demande de l'association ALTERNATIBA ;

Arrête :

Article 1er :

Le **23 septembre 2017**, Esplanade Charles de Gaulle, le stationnement est interdit.
Ces dispositions sont applicables **8H00 à 0h00**.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de l'association ALTERNATIBA.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'association ALTERNATIBA

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

En dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, le véhicule de plus de 7.5T, assigné a la mise en place de la manifestation, est spécifiquement autorisé à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 5 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 11 SEP. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté n° 2017-T2362

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Boulevard Berthelot

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de renouvellement de réseau, à la demande du Service Eclairage Public ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **23 octobre 2017** et jusqu'au **31 octobre 2017** inclus, le Boulevard Berthelot, entre le n° 5 et le n° 11 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.
- toutefois, cette disposition n'est pas applicable pour les véhicules du chantier ;
- Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise chargée des travaux.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 5 Septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 11 SEP. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue François-Joseph Gossec

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux sur accotements et de réfections définitives de tranchées à la demande du Pôle Territorial Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 18 septembre 2017 et jusqu'au 06 octobre 2017 inclus, la Rue François-Joseph Gossec est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ;
Ces dispositions sont applicables de 20h00 à 6h00.
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise MALET.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le _____

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 11 SEP. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté n° 2017-T2364

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Saint-Priest

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le raccordement d'un abonné Orange sur le réseau principal à la demande de l'entreprise COMELEC ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **11 septembre 2017** et jusqu'au **22 septembre 2017** inclus, Rue Saint-Priest à partir de l'avenue des Moulins et le n° 515 de la rue Saint Priest implanté en direction de l'Avenue du Père Soulas, la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10.
Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 17h00.**

Article 2 :

À compter du **11 septembre 2017** et jusqu'au **22 septembre 2017** inclus, la Rue Saint-Priest Depuis l'avenue des Moulins et le n° 515 de la rue Saint Priest implanté en direction de l'Avenue du Père Soulas est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 17h00.**
- Le stationnement est interdit.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise COMELEC.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 5 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 11 SEP. 2017



Arrêté n° 2017-T2365

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue des Avelaniers**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de voirie menés par la Métropole à la demande du Pôle Territorial de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **11 septembre 2017** et jusqu'au **22 septembre 2017** inclus, la Rue des Avelaniers est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise EUROVIA.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 6 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 11 SEP. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue de Cholet

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux d'aménagement de voirie à la demande du Pôle Territorial Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **11 septembre 2017** et jusqu'au **22 septembre 2017** inclus, la Rue de Cholet, dans sa partie comprise entre la Rue de la Castelle et l'Avenue du Colonel Pavelet est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Malet.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le _____

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 11 SEP. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté n° 2017-T2369

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue du Pont Trinquat

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison du colloque international BFUP 2017 à la demande de l'Association Française de Génie Civil ;

Arrête :

Article 1er :

Le **03 octobre 2017**, l'Avenue du Pont Trinquat, depuis la Rue des Acconiers et vers la Rue des Galaxies sur 100 mètres est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la largeur de la voie de droite est réduite de 3.00 mètres ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du demandeur.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 06 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 11 SEP. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté n° 2017-T2370

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue Raymond Dugrand

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de tirage de câbles à la demande de DSL TELECOM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **11 septembre 2017** et jusqu'au **15 septembre 2017** inclus, l'Avenue Raymond Dugrand dans sa partie comprise entre l'Avenue Théroigne de Méricourt et la Rue des Justes est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite est interdite à la circulation générale ;
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**
- Le stationnement est interdit.
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

La libération de la voie sera effectuée au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de DSL TELECOM

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 6 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 11 SEP. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté n° 2017-T2375

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Boulevard Vieussens

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur réseau d'éclairage public à la demande de la SERM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **11 septembre 2017** et jusqu'au **06 octobre 2017** inclus, Boulevard Vieussens, dans sa partie comprise entre l'Avenue de Maurin et la Rue Labbé, le stationnement est interdit. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de CITEOS TEYRAN.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 6 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 11 SEP. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté n° 2017-T2373

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue d'Occitanie

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le branchement d'un riverain sur le réseau gaz à la demande de l'entreprise GRDF ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **11 septembre 2017** et jusqu'au **29 septembre 2017** inclus, l'Avenue d'Occitanie de part et d'autre du n°373, sur une distance de 30 mètres, est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 17h00.**
 - La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
 - le stationnement est interdit.
- Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de GRDF.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

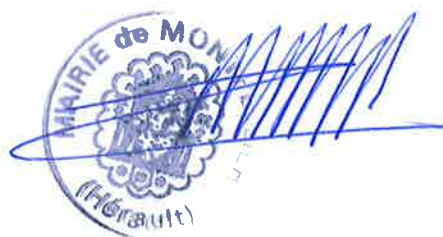
Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 6 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 11 SEP. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue de Syracuse

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement à la demande de la société MARCELLIN ;

Arrête :

Article 1er :

Le **12 septembre 2017**, Rue de Syracuse au droit du N°52 sur 4 places, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00**.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de déménagement.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la société MARCELLIN

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 6 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

12 SEP. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté n° 2017-P67

**Arrêté permanent
Mesures de circulation et de stationnement
Avenue de la Liberté**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2122.22 et L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R.411-7, R. 411-8, R. 411-25, R. 412-28, R. 415-6, R. 415-7, R. 415-15, R. 417-3 et R. 417-12 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication, livre 1, sixième partie, feux de circulation permanents et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- VU l'arrêté 2012/NT/R/DGU-P89 du 27 avril 2012 ; réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur l'Avenue de la Liberté ;
- VU la délibération du Conseil Municipal du 22 décembre 2008 modifiant les horaires et les tarifs du stationnement payant sur voirie ;
- VU l'arrêté municipal n°2013/NT/R/DGU-P279, du 27 décembre 2013, portant réglementation du stationnement payant sur voirie dans les voies de Montpellier ;
- VU l'arrêté municipal n°2012/NT/R/DGU-P66, du 12 mars 2012, réglementant les dispositions générales de circulation du tramway (ligne 3) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans les voies précitées ;

Arrête :

Article 1er :

La circulation est interdite à tous les piétons Avenue de la Liberté des deux côtés.

Article 2 :

La circulation des véhicules dont la hauteur est supérieure à 3,70 mètres est interdite Avenue de la Liberté, dans sa partie comprise entre le Carrefour des Anciens d'Indochine et la Place Auguste Fages.

Article 3 :

La circulation des véhicules dont la hauteur est supérieure à 4,3 mètres est interdite sur l'Avenue de la Liberté, dans sa partie comprise entre la Route de Lodève et la Place Robert Schuman.

Article 4 :

La circulation des véhicules de plus de sept tonnes cinq (7,5t) est interdite sur l'Avenue de la Liberté, dans sa partie comprise entre le Boulevard Jacques Fabre de Morlhon et l'Avenue de la Recambale.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules exerçant une mission de service public.

Article 5 :

Un sens unique est institué sur :

- La Bretelle de sortie :
 - de l'Avenue de la Liberté vers la rue Yves Montand dans le sens de l'Avenue de la Liberté vers la Rue Yves Montand ;
 - de l'Avenue de la Liberté vers la Route de Lodève dans le sens de l'Avenue de la Liberté vers la Route de Lodève ;
 - de l'Avenue de la Liberté vers la Rue de Bionne dans le sens de l'Avenue de la Liberté vers la rue de Bionne ;
 - de l'Avenue de la Liberté vers la contre allée au niveau de l'Avenue de Recambale dans le sens de l'Avenue de la Liberté vers la contre allée ;
 - de l'Avenue de la Liberté vers la Rue Pierre Causse dans le sens de l'Avenue de la Liberté vers la rue Pierre Causse ;
 - de l'Avenue de la Liberté vers la Rue de la Taillade dans le sens de l'Avenue de la Liberté vers la rue de la Taillade ;
 - de l'Avenue de la Liberté vers la Rue de Claret dans le sens de l'Avenue de la Liberté vers la Rue de Claret.
- La bretelle d'accès :
 - à l'Avenue de la Liberté depuis la route de Lodève (côté Juvignac) dans le sens de la Route de Lodève vers l'Avenue de la Liberté ;
 - à l'Avenue de la Liberté depuis la Route de Lodève (côté Montpellier) dans le sens de la Route de Lodève vers l'Avenue de la Liberté ;
 - à l'Avenue de la Liberté depuis la Rue Pierre Causse dans le sens de la Rue Pierre Causse vers l'Avenue de la Liberté ;
 - à l'Avenue de la Liberté depuis la contre allée au niveau de l'Avenue de Recambale dans le sens de la contre allée vers l'Avenue de la Liberté ;
 - à l'Avenue de la Liberté depuis la Rue de Claret dans le sens de la Rue de Claret vers l'Avenue de la Liberté ;
 - à l'Avenue de la Liberté depuis le Rond-point de l'Armée des Alpes dans le sens du Rond-point de l'Armée des Alpes vers l'Avenue de la Liberté ;
 - à l'Avenue de la Liberté depuis la Place du huit Mai 1945 dans le sens de la Place du Huit Mai 1945 vers l'Avenue de la Liberté ;
 - à l'Avenue de la Liberté depuis le Boulevard Renouvier dans le sens du Boulevard Renouvier vers l'Avenue de la liberté ;
 - à l'Avenue de la Liberté depuis l'Avenue Villeneuve d'Angoulême dans le sens de l'Avenue Villeneuve d'Angoulême vers l'Avenue de la Liberté ;
 - à l'Avenue de la Liberté depuis l'Avenue de Maurin dans le sens de l'Avenue de Maurin vers l'Avenue de la Liberté.

- La contre-allée de l'Avenue de la Liberté au niveau de l'Avenue de Recambale dans le sens de la Rue de la Croix des Rosiers vers la Rue François Dezeuze.

Article 6 :

La circulation des véhicules est réglementée par des feux tricolores circulaires :

- à l'intersection de l'Avenue de la Liberté, de la Rue du Professeur Tédénat, de la Rue du Professeur Forgue, de la Rue de Font Carrade et de Carrefour des Anciens d'Indochine ;
- à l'intersection de l'Avenue de la Liberté, de l'Avenue de Monsieur Teste, de l'Allée des Grèzes, de la Rue de Bionne et de la Rue des Grèzes ;
- à l'intersection de la bretelle de sortie de l'avenue de la Liberté vers la route de Lodève, de la plate-forme du tramway et de la Route de Lodève ;
- à l'intersection de l'Avenue de la Liberté (à proximité de l'intersection) et de la Rue Adam de Craponne ;
- à l'intersection de l'Avenue de la Liberté, de la Rue Guillaume de Nogaret et de la Rue Bernard Lecache ;
- à l'intersection de l'Avenue de la Liberté et du Pont Bertrand Garipuy.

En cas de non fonctionnement des signaux lumineux ou de leur mise en clignotant jaune les conducteurs abordant cette intersection sont tenus de céder le passage aux tramways puis aux véhicules venant par la droite.

Article 7 :

À l'intersection, de l'Avenue de la Liberté et de la bretelle d'accès à l'avenue de la Liberté depuis la rue de Claret, les conducteurs circulant sur la bretelle d'accès à l'avenue de la Liberté depuis la rue de Claret sont tenus de céder le passage aux autres véhicules.

Article 8 :

À l'intersection, de l'Avenue de la Liberté et de la Place Robert Schuman, les conducteurs circulant sur l'Avenue de la Liberté sont tenus de céder le passage aux autres véhicules.

Article 9 :

À l'intersection, de l'Avenue de la Liberté et de la bretelle d'accès à l'avenue de la Liberté depuis la place du Huit Mai 1945, les conducteurs circulant sur la bretelle d'accès à l'avenue de la Liberté depuis la place du Huit Mai 1945 sont tenus de céder le passage aux autres véhicules.

Article 10 :

À l'intersection, de l'Avenue de la Liberté et de la bretelle d'accès à l'avenue de la Liberté depuis le boulevard Renouvier, les conducteurs circulant sur la bretelle d'accès à l'avenue de la Liberté depuis le boulevard Renouvier sont tenus de céder le passage aux autres véhicules.

Article 11 :

À l'intersection, de la bretelle d'accès à l'avenue de la Liberté depuis l'avenue de Villeneuve-Angoulême et de l'Avenue de la Liberté, les conducteurs circulant sur la bretelle d'accès à l'avenue de la Liberté depuis l'avenue de Villeneuve-Angoulême sont tenus de céder le passage aux autres véhicules.

Article 12 :

À l'intersection, de l'Avenue Pablo Neruda et de la bretelle d'accès à l'avenue de la Liberté depuis la route de Lodève (côté Montpellier), les conducteurs circulant sur la bretelle d'accès à l'avenue de la Liberté depuis la route de Lodève (côté Montpellier) sont tenus de céder le passage aux autres véhicules.

Article 13 :

À l'intersection, de l'Avenue de la Liberté et de la contre-allée de l'avenue de la Liberté au niveau de l'avenue de la Recambale, les conducteurs circulant sur la contre-allée de l'avenue de la Liberté au niveau de l'avenue de la Recambale sont tenus de céder le passage aux autres véhicules.

Article 14 :

À l'intersection, de la bretelle d'accès à l'avenue de la Liberté depuis la route de Lodève (côté Juvignac) et de l'Avenue de la Liberté, les conducteurs circulant sur la bretelle d'accès à l'avenue de la Liberté depuis la route de Lodève (côté Juvignac) sont tenus de céder le passage aux autres véhicules.

Article 15 :

À l'intersection, de l'Avenue de la Liberté et de la bretelle d'accès à l'avenue de la Liberté depuis le rond-point de l'Armée des Alpes, les conducteurs circulant sur la bretelle d'accès à l'avenue de la Liberté depuis le rond-point de l'Armée des Alpes sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

Article 16 :

À l'intersection, de la Bretelle de sortie de l'avenue de la Liberté vers la rue Yves Montand et de la Rue Yves Montand, les conducteurs circulant sur la Bretelle de sortie de l'avenue de la Liberté vers la rue Yves Montand sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

Article 17 :

Il est interdit de tourner à gauche :

- dans le Boulevard de la Perruque pour tous les véhicules venant de l'Avenue de la Liberté ;
- dans l'Allée des Grèzes pour tous les véhicules venant de l'Avenue de la Liberté ;
- dans la Rue des Grèzes, la Rue de Bionne et l'Avenue de Monsieur Teste pour tous les véhicules venant de l'Avenue de la Liberté.

Article 18 :

Il est interdit de faire demi-tour :

- dans l'Avenue de la Liberté pour tous les véhicules à son intersection avec la bretelle d'accès à l'avenue de la Liberté depuis la rue de Claret ;
- dans l'Avenue de la Liberté pour tous les véhicules à son intersection avec la bretelle d'accès à l'avenue de la Liberté depuis le rond-point de l'Armée des Alpes.

Article 19 :

Le stationnement payant de tous les véhicules est autorisé dans la zone longue durée, aux emplacements prévus à cet effet sur la bretelle de sortie de l'avenue de la Liberté vers la rue de Claret, dans sa partie comprise entre la Rue de Claret et l'Avenue de la Liberté.

Ces dispositions sont applicables **de 9h à 18h, sauf les dimanches et les jours fériés.**

Tout stationnement d'un véhicule excédant 48 heures sera considéré comme abusif.

Le stationnement est limité à 9 heures et soumis au paiement de la redevance correspondante. Le paiement s'effectue au moyen d'horodateurs implantés dans la zone de stationnement. Le ticket délivré est apposé par les automobilistes derrière le pare-brise de manière à être visible et lisible de l'extérieur du véhicule.

Tout stationnement d'un véhicule ne respectant pas les dispositions de durée et de paiement prévues à l'alinéa précédent sera considéré comme abusif.

Une tarification et une durée spécifiques sont applicables pour le stationnement résidentiel dans cette zone selon les modalités définies lors de la délibération municipale visée ci-dessus.

Article 20 :

L'arrêt et le stationnement sont interdits sur l'Avenue de la Liberté.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 21 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 22 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures, et l'arrêté n° 2012/NT/R/DGU-P89 du **27 avril 2012**, susvisé est abrogé.

Article 23 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 06 septembre 2017

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le :

21 SEP. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté n° 2017-P68

**Arrêté permanent
Mesures de circulation et de stationnement
Rue Boyer****Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2122.22 et L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R.411-7, R. 411-8, R. 411-25, R. 412-28, R. 415-6, R. 415-15, R. 417-3, R. 417-10, R. 417-11 et R. 417-12 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- VU l'arrêté 2016-P127 du **19 décembre 2017** ; réglementant la circulation et le stationnement des véhicules dans la Rue Boyer ;
- VU la délibération du Conseil Municipal du 22 décembre 2008 modifiant les horaires et les tarifs du stationnement payant sur voirie ;
- VU la délibération du Conseil Municipal du 7 octobre 2013 modifiant le tarif des abonnements résidents pour le stationnement payant sur voirie en zone orange et jaune ;
- VU l'arrêté municipal n°2013/NT/R/DGU-P279, du 27 décembre 2013, portant réglementation du stationnement payant sur voirie dans les voies de Montpellier ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

Arrête :**Article 1er :**

Un sens unique est institué Rue Boyer depuis le Boulevard Vieussens vers et jusqu'à la Rue Frédéric Bazille.

Article 2 :

La circulation des véhicules de plus de sept tonnes cinq (7,5t) est interdite Rue Boyer.

Article 3 :

À l'intersection, de la Rue Frédéric Bazille, de la Rue du Grand Saint Jean et de la Rue Boyer, les conducteurs circulant sur la Rue Frédéric Bazille et la Rue Boyer sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

Article 4 :

Le stationnement payant de tous les véhicules est autorisé dans la zone moyenne durée, aux emplacements prévus à cet effet Rue Boyer côté impair, dans sa partie comprise entre le Boulevard Vieussens et le n°17 (inclus), et côté pair, dans sa partie comprise entre la Rue Alexis Alquié et la Rue Frédéric Bazille.

Ces dispositions sont applicables **de 9h à 18h tous les jours, sauf dimanche et jours fériés.**

Tout stationnement d'un véhicule excédant 48 heures sera considéré comme abusif.

Le stationnement est limité à 5 heures et soumis au paiement de la redevance correspondante. Le paiement s'effectue au moyen d'horodateurs implantés dans la zone de stationnement. Le ticket délivré est apposé par les automobilistes derrière le pare-brise de manière à être visible et lisible de l'extérieur du véhicule.

Tout stationnement d'un véhicule ne respectant pas les dispositions de durée et de paiement prévues à l'alinéa précédent sera considéré comme abusif et passible de mise en fourrière immédiate.

Une tarification et une durée spécifiques sont applicables pour le stationnement résidentiel dans cette zone selon les modalités définies lors de la délibération municipale visée ci-dessus.

Article 5 :

Les personnes à mobilité réduite ont 1 place réservée Rue Boyer côté impair face au n° 30.

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Les véhicules des personnes à mobilité réduite doivent être munis de la carte de stationnement pour personnes handicapées apposée sur le pare-brise.

Article 6 :

Les véhicules de livraison ont 1 place réservée Rue Boyer côté impair au n° 23.

Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 20h00 tous les jours, sauf dimanche et jours fériés.**

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 7 :

L'arrêt et le stationnement sont interdits Rue Boyer, dans sa partie comprise entre le n°17 (non inclus) et la Rue Alexis Alquié.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 8 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 9 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures, et l'arrêté n° 2016-P127 du 19 décembre 2017, susvisé est abrogé.

Article 10 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 06 septembre 2017

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : **21 SEP. 2017**

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté n° 2017-P69

Arrêté permanent Sens unique Allée Victor Schoelcher

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 412-28 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation des véhicules dans les voies précitées ;

Arrête :

Article 1er :

Un sens unique est institué Allée Victor Schoelcher, depuis le n° 10 vers et jusqu'au n° 146.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 4 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 06 septembre 2017

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 21 SEP. 2017

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue du Père Bonnet**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de détection des réseaux à la demande de Enedis ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **11 septembre 2017** et jusqu'au **29 septembre 2017** inclus, la Rue du Père Bonnet est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit ;
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- Pendant certaines phases, la circulation peut être interrompue par périodes n'excédant pas 2 minutes

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise ETUDIS.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 6 septembre 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

21 SEP. 2017



Direction Paysage et Biodiversité
Service Gestion des Ressources

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Square Planchon - Arrêté de fermeture
exceptionnelle le 29 septembre 2017
à l'occasion de la manifestation culturelle
' l'Automne des livres '**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le code général des collectivités territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-24, L 2212 (1-2-4-5) ;
- Vu l'Arrêté municipal n°2011/971 du 28 avril 2011 sur l'ouverture et la fermeture des parcs et squares ;
- Vu la délibération n° 2014/135 modifiée donnant délégation du Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- Considérant qu'il convient d'assurer la sécurité des riverains pendant la durée de la manifestation ;
- Considérant qu'il convient de fermer exceptionnellement le square planchon pour la bonne tenue de cette manifestation ;

Arrête :

Article 1er :

Le square Planchon sera exceptionnellement fermé au public le 29 septembre 2017, pour le bon déroulement de la manifestation culturelle ;

Article 2 :

L'ouverture et la fermeture de l'ensemble des accès du parc reprendront aux horaires habituels le 30 septembre 2017 à compter de 8h.

Article 3 :

Monsieur le Directeur Général des services de la Ville, Monsieur le Directeur Départemental de la sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Arrêté.

Montpellier, le
Monsieur le Maire

07 SEP. 2017

Philippe SAUREL

Publié le : 12 SEP. 2017
Notifié le :
Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté n° 2017-T2384

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue Saint-Priest****Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau télécom à la demande de ZAYO FRANCE ;

Arrête :**Article 1er :**

À compter du 11 septembre 2017 et jusqu'au 22 septembre 2017 inclus, la Rue Saint-Priest, dans sa partie comprise entre l'Avenue des Moulins et la Rue de la Mounéda est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

La circulation sera déviée par rétrécissement de la chaussée.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de ZAYO FRANCE.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 7 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 13 SEP. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Montpellier

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°2016-P77, du 21 juin 2016, portant réglementation des voies dans l'aire piétonne dénommée MOLIERE à Montpellier ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux sur le réseau d'eaux usées voirie menés par l'entreprise RDL à la demande de VEOLIA ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **11 septembre 2017** et jusqu'au **12 septembre 2017** inclus, la Rue Montpellier est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite.
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules en charge des travaux.
- Le stationnement est interdit.
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules en charge des travaux.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur le Boulevard Sarrail, emprunte :

- le Passage Bruyas
- la Rue Jacques Coeur
- la Rue de la Monnaie

et se termine sur la Rue Montpellier.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise RDL.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

À compter du **11 septembre 2017** et jusqu'au **12 septembre 2017** inclus, en dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, les véhicules de plus de 7.5T, de l'entreprise RDL, sont spécifiquement autorisés à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320 ainsi que dans celui de l'aire piétonne.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 7 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

13 SEP. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Raimon de Trencavel

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux sur réseau fibre optique à la demande de SFR ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 17 septembre 2017 et jusqu'au 19 septembre 2017 inclus, la **Rue Raimon de Trencavel** est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ;
Ces dispositions sont applicables de 21h00 à 6h00.
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de CIRCET Baillargues.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 7 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

13 SEP. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de Salaison

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux sur réseau de fibre optique à la demande de ETE RESEAUX ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **18 septembre 2017** et jusqu'au **22 septembre 2017** inclus, la Rue de Salaison dans sa partie comprise entre l'Avenue de La Pompignane et la Rue Pinville est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**
- Le stationnement est interdit ;
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

La libération de la voie sera effectuée au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de ETE RESEAUX

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 8 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

13 SEP. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier**Arrêté permanent
Mesures de circulation et de stationnement
Carrefour Willy Brandt**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R.411-7, R. 411-8, R. 411-25, R. 412-28, R. 415-7, R. 415-15 et R. 417-9 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

Arrête :

Article 1er :

La circulation des cycles est interdite dans le Carrefour Willy Brandt.

Article 2 :

La circulation des piétons est interdite dans le Carrefour Willy Brandt.

Article 3 :

Un sens unique est institué dans le Carrefour Willy Brandt sur :

- la bretelle de sortie depuis l'Avenue de la Liberté (EST) vers l'Avenue Léon Jouhaux (N109) ;
- la bretelle de sortie depuis l'Avenue de la Liberté (OUEST) vers l'Avenue Léon Jouhaux (N109) ;
- la bretelle d'accès depuis l'Avenue Léon Jouhaux (N109) vers l'Avenue de la Liberté (EST) ;
- la bretelle d'accès depuis l'Avenue Léon Jouhaux (N109) vers l'Avenue de la Liberté (OUEST).

Article 4 :

À l'intersection, de la Bretelle de sortie de l'Avenue de la Liberté (OUEST) vers l'Avenue Léon Jouhaux, les conducteurs circulant sur la Bretelle de sortie sont tenus de céder le passage aux autres véhicules.

Article 5 :

À l'intersection, de la Bretelle d'accès à l'Avenue de la Liberté (NORD) depuis l'Avenue Léon Jouhaux et de l'Avenue de la Liberté, les conducteurs circulant sur la Bretelle d'accès à l'Avenue de la Liberté sont tenus de céder le passage aux autres véhicules.

Article 6 :

L'arrêt et le stationnement sont interdits dans le Carrefour Willy Brandt sur les bretelles d'accès et de sortie.

Tout arrêt ou stationnement d'un véhicule en infraction avec cette interdiction sera considéré comme dangereux au sens de l'article R. 417-9 du code de la route.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 7 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 8 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 9 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 11 septembre 2017
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : **21 SEP. 2017**

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier**Arrêté permanent
Mesures de circulation et de stationnement
Rue Atgier-Hazard**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2122.22 et L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R.411-7, R. 411-8, R. 411-25, R. 412-28, R. 415-6, R. 415-15, R. 417-3, R. 417-11 et R. 417-12 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- VU l'arrêté municipal du 27 décembre 2013, N°2013/NT/R/DGU-P279, portant réglementation du stationnement payant sur voirie dans les voies de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil Municipal du 22 décembre 2008 modifiant les horaires et les tarifs du stationnement payant sur voirie ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

Arrête :

Article 1er :

Un sens unique est institué Rue Atgier-Hazard, dans le sens de la Rue Sébastien Lenormand vers la Rue Jacques Brives.

Article 2 :

À l'intersection, de la Rue Atgier-Hazard et de l'Avenue Pierre d'Adhémar, les conducteurs circulant sur la Rue Atgier-Hazard sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

Article 3 :

Le stationnement payant de tous les véhicules est autorisé dans la zone longue durée, aux emplacements prévus à cet effet Rue Atgier-Hazard.

Ces dispositions sont applicables **de 9h à 18h tous les jours, sauf dimanche et jours fériés.**

Tout stationnement d'un véhicule excédant 48 heures sera considéré comme abusif.

Le stationnement est limité à 9 heures et soumis au paiement de la redevance correspondante. Le paiement s'effectue au moyen d'horodateurs implantés dans la zone de stationnement. Le ticket délivré est apposé par les automobilistes derrière le pare-brise de manière à être visible et lisible de l'extérieur du véhicule.

Tout stationnement d'un véhicule ne respectant pas les dispositions de durée et de paiement prévues à l'alinéa précédent sera considéré comme abusif.

Une tarification et une durée spécifiques sont applicables pour le stationnement résidentiel dans cette zone selon les modalités définies lors de la délibération municipale visée ci-dessus.

Article 4 :

Les personnes à mobilité réduite ont 1 place réservée Rue Atgier-Hazard côté impair au n° 7.

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Les véhicules des personnes à mobilité réduite doivent être munis de la carte de stationnement pour personnes handicapées apposée sur le pare-brise.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 11 septembre 2017
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : **21 SEP. 2017**

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté permanent Mesures de circulation et de stationnement Avenue Albert Einstein

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2122.22 et L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 110-2, R.411-7, R. 411-8, R. 411-25, R. 412-7, R. 412-28, R. 413-1, R. 415-6, R. 415-7, R. 415-15, R. 417-3, R. 417-10, R. 417-12 et R. 431-9 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication, livre 1, sixième partie, feux de circulation permanents et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- VU l'arrêté 2017-P4 du **17 janvier 2017** ; réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur l'Avenue Albert Einstein ;
- VU la délibération du Conseil Municipal du 22 décembre 2008 modifiant les horaires et les tarifs du stationnement payant sur voirie ;
- VU l'arrêté municipal n°2013/NT/R/DGU-P279, du 27 décembre 2013, portant réglementation du stationnement payant sur voirie dans les voies de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil Municipal du 7 octobre 2013 modifiant le tarif des abonnements résidents pour le stationnement payant sur voirie en zone orange et jaune ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

Arrête :

Article 1er :

Un sens unique est institué sur :

- l'Avenue Albert Einstein depuis l'Impasse Archimède vers et jusqu'à l'Avenue de Grammont et depuis la Rue Alfred Nobel vers et jusqu'à l'Avenue Henri Becquerel ;
- la voie de liaison entre l'Avenue Albert Einstein et l'Allée Manitas de Plata depuis l'Avenue Albert Einstein vers et jusqu'à l'Allée Manitas de Plata.

Article 2 :

La circulation est interdite aux piétons Avenue Albert Einstein côté impair dans sa partie comprise entre la Place Christophe Colomb et la Route de Vauguières.

Article 3 :

Une voie verte réservée à la circulation des piétons et des véhicules non motorisés est créée. Elle emprunte :

- l'Avenue Albert Einstein, dans sa partie comprise entre l'Allée Manitas de Plata et la Rue Alfred Nobel

L'arrêt et le stationnement d'un véhicule sur cette voie sont interdits et seront considérés comme gênant.

Article 4 :

Il est créé une bande cyclable bidirectionnelle réservée exclusivement aux cycles à deux ou trois roues Avenue Albert Einstein côté impair, dans sa partie comprise entre la Rue Léonard de Vinci et la Rue Alfred Nobel sur trottoir.

Article 5 :

La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h Avenue Albert Einstein dans sa partie comprise entre le n° 820 et la Rue Baden Powell et dans sa partie comprise entre le n° 2184 et 10 mètres après la Rue James Baldwin.

Article 6 :

La vitesse maximale autorisée est fixée à 50 Km/h Avenue Albert Einstein, dans sa partie comprise entre la Rue de la Mogère et la limite de la commune.

Article 7 :

Il est interdit de tourner à gauche dans l'Avenue de Grammont pour les cycles venant de l'Avenue Albert Einstein dans le sens de la commune de Mauguio vers l'Allée Manitas de Plata.

Article 8 :

La circulation des véhicules et des piétons est réglementée par des feux tricolores circulaires Avenue Albert Einstein au n° 694.

Article 9 :

La circulation des véhicules et des piétons est réglementée par des feux tricolores circulaires :

- à l'intersection de l'Avenue Albert Einstein et de la Route de Vauguières ;
- à l'intersection de l'Avenue Albert Einstein, de la bande cyclable et de la Rue Léonard de Vinci ;
- à l'intersection de l'Avenue Albert Einstein, de la bande cyclable, de la Rue Alfred Nobel et de la piste cyclable ;
- à l'intersection de l'Avenue Henri Becquerel, de l'Avenue Albert Einstein et de la piste cyclable ;
- à l'intersection de l'Avenue de Grammont, de l'Allée Manitas de Plata et de l'Avenue Albert Einstein.

En cas de non fonctionnement des signaux lumineux ou de leur mise en clignotant jaune les conducteurs abordant cette intersection sont tenus de céder le passage aux véhicules venant par la droite.

Article 10 :

La circulation des véhicules est réglementée par des feux R21a et R21b à l'intersection des voie de liaison entre l'Avenue Albert Einstein et l'Allée Manitas de Plata.

En cas de non fonctionnement des signaux lumineux ou de leur mise en clignotant jaune les conducteurs abordant cette intersection sont tenus de céder le passage aux véhicules venant par la droite.

Article 11 :

À l'intersection, de la voie verte, de l'Avenue Albert Einstein et de la voie d'accès au centre de secours Marx Dormoy, les usagers circulant sur la voie verte sont tenus de céder le passage aux autres véhicules.

Article 12 :

À l'intersection, de la voie verte, de l'Allée Manitas de Plata et de l'Avenue Albert Einstein, les usagers circulant sur la voie verte sont tenus de céder le passage aux autres véhicules.

Article 13 :

À l'intersection, de la voie verte, de la voie d'accès au n°1577 et de l'Avenue Albert Einstein, les conducteurs circulant sur la voie d'accès au n°1577 sont tenus de céder le passage aux autres véhicules.

Article 14 :

À l'intersection, de l'Avenue Albert Einstein et du Parc de la Grande Lironde, les conducteurs circulant sur le Parc de la Grande Lironde sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

Article 15 :

À l'intersection, de la voie d'accès du n°1140 de l'avenue Albert Einstein et de l'Avenue Albert Einstein, les conducteurs circulant sur la voie d'accès du n°1140 de l'avenue Albert Einstein sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

Article 16 :

À l'intersection, de l'Allée Manitas de Plata, de l'Avenue de Grammont et de l'Avenue Albert Einstein, les conducteurs circulant sur l'Avenue Albert Einstein sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

Article 17 :

L'arrêt et le stationnement sont interdits Avenue Albert Einstein côté impair dans sa partie comprise entre la Place Christophe Colomb et le n° 142.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 18 :

Le stationnement est interdit Avenue Albert Einstein côté pair, dans sa partie comprise entre la Route de Vauguières et le n° 19 et dans sa partie comprise entre la Rue de la Mogère et le n° 1975.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 19 :

Le stationnement est autorisé dans les emplacements prévus à cet effet Avenue Albert Einstein côté impair dans sa partie comprise entre la Rue Baden Powell et la Rue Guglielmo Marconi et côté pair, dans sa partie comprise entre la Route de Vauguières et le n° 450.

Article 20 :

Les véhicules de transport en commun ont 2 places réservées Avenue Albert Einstein des deux côtés au n° 2824.
L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 21 :

Le stationnement payant de tous les véhicules est autorisé dans la zone moyenne durée, aux emplacements prévus à cet effet Avenue Albert Einstein côté pair, entre le n° 142 et le n° 166.

Ces dispositions sont applicables **de 9h à 18h, sauf le dimanche et jours fériés.**

Tout stationnement d'un véhicule excédant 48 heures sera considéré comme abusif.

Le stationnement est limité à 5 heures et soumis au paiement de la redevance correspondante. Le paiement s'effectue au moyen d'horodateurs implantés dans la zone de stationnement. Le ticket délivré est apposé par les automobilistes derrière le pare-brise de manière à être visible et lisible de l'extérieur du véhicule.

Tout stationnement d'un véhicule ne respectant pas les dispositions de durée et de paiement prévues à l'alinéa précédent sera considéré comme abusif et passible de mise en fourrière immédiate.

Une tarification et une durée spécifiques sont applicables pour le stationnement résidentiel dans cette zone selon les modalités définies lors de la délibération municipale visée ci-dessus.

Article 22 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 23 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures, et l'arrêté n° 2017-P4 du **17 janvier 2017**, susvisé est abrogé.

Article 24 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 11 septembre 2017

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : **21 SEP. 2017**

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Bazille Balard, Rue Balard et Rue Roudil

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de voirie menés par la Métropole à la demande du Pôle Territorial de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **25 septembre 2017** et jusqu'au **13 octobre 2017** inclus, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h sur :

- la Rue Balard ;
- la Rue Roudil dans sa partie comprise entre la Rue Nissolle et la Rue Balard ;
- la Rue Bazille Balard.

Article 2 :

À compter du **25 septembre 2017** et jusqu'au **13 octobre 2017** inclus, l'arrêt et le stationnement sont interdits sur :

- la Rue Balard sur les places de stationnement nécessaires aux emprises de travaux ;
- la Rue Roudil ;
- la Rue Bazille Balard.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Le demandeur est chargé de maintenir le cheminement piéton et de matérialiser chacun des emplacements réservés par la mise en place de barrières temporaires

Ponctuellement, la circulation générale sera déviée sur la voie habituellement réservée au stationnement

Article 3 :

À compter du **25 septembre 2017** et jusqu'au **13 octobre 2017** inclus, Rue Balard, chaque demi-chaussée alternativement est interdite à la circulation générale.

Article 4 :

À compter du **25 septembre 2017** et jusqu'au **13 octobre 2017** inclus, la circulation est interdite sur :

- la Rue Roudil ;
- la Rue Bazille Balard ;
- la Voie privée perpendiculaire au N°26 Rue Balard.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains les véhicules de secours, d'entretien et de service public.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise BEC

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 7 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 8 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 11 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Publié le :

13 SEP. 2017

Luc ALBERNHE



**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Boulevard des Arceaux**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement à la demande de la société MOVINGA ;

Arrête :

Article 1er :

Le **11 septembre 2017**, Boulevard des Arceaux au droit du N°34 sur 2 places, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **7H00 à 20h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de déménagement de la société MOVINGA.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la société MOVINGA

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 11 SEPTEMBRE 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

13 SEP. 2017



**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Avenue du Père Soulas**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de réseau souterrain à la demande de ENEDIS ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **11 septembre 2017** et jusqu'au **28 septembre 2017** inclus, Avenue du Père Soulas, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

À compter du **11 septembre 2017** et jusqu'au **28 septembre 2017** inclus, Avenue du Père Soulas au niveau de l'entrée de la Résidence Europa sur 2 places, le stationnement unilatéral permanent est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

À compter du **11 septembre 2017** et jusqu'au **28 septembre 2017** inclus, Avenue du Père Soulas au niveau du Rond Point Jules Ventres à l'intersection de la Rue de Las Sorbes, la voie de droite est interdite à la circulation générale.

Article 4 :

À compter du **11 septembre 2017** et jusqu'au **28 septembre 2017** inclus, Avenue du Père Soulas à l'intersection de la Rue Bartholdi, la circulation des véhicules est alternée par feux.
Des travaux de mise en place d'un groupe électrogène sont prévus du 1er au 08 septembre.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 6 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de SOBECA

Article 7 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 8 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 11 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Publié le :

13 SEP. 2017

Luc ALBERNHE

A blue ink signature of Luc ALBERNHE is written over a circular official stamp. The stamp contains the text 'Maire de Montpellier' and 'Hérault' around a central emblem.

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
Boulevard de Bonnes Nouvelles
et Tunnel du Corum**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de nettoyage du tunnel à la demande de 3 M ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **02 octobre 2017** et jusqu'au **03 octobre 2017** inclus, la circulation est interdite Tunnel du Corum
Ces dispositions sont applicables **de 21h00 à 6h00.**

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur le Boulevard Louis Blanc, emprunte :

- la Rue de Villefranche
- le Quai du Verdanson

et se termine sur la Place du Onze Novembre.

Article 3 :

À compter du **02 octobre 2017** et jusqu'au **03 octobre 2017** inclus, Boulevard de Bonnes Nouvelles entre le Boulevard Louis Blanc et la Rue du Pila saint Gély, la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10.
Ces dispositions sont applicables **de 21h00 à 6h00.**

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de SOCOTEC INFRACSTRUCTURE.

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

En dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, le véhicule de plus de 7.5T, assigné a SOCOTEC INFRACSTRUCTURE est spécifiquement autorisé à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320.

Article 8 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 11 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

13 SEP. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté permanent Mesures de circulation et de stationnement Place Agatha Christie

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R.411-7, R. 411-8, R. 411-25, R. 415-6, R. 415-15, R. 417-11 et R. 417-12 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

Arrête :

Article 1er :

À l'intersection, de la Rue de Montasinos et de la Place Agatha Christie, les conducteurs circulant sur la Place Agatha Christie sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

Article 2 :

Le stationnement est autorisé dans les emplacements prévus à cet effet sur la Place Agatha Christie.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 3 :

Les personnes à mobilité réduite ont 1 place réservée sur la Place Agatha Christie au fond de la place dans la voie principale reliant à l'avenue de Montasinos au droit du transformateur ERDF.

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Les véhicules des personnes à mobilité réduite doivent être munis de la carte de stationnement pour personnes handicapées apposée sur le pare-brise.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 12 septembre 2017

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : **28 SEP. 2017**

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté n° 2017-P74

Arrêté permanent Mesures de circulation et de stationnement Rue de Malbosc

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 110-2, R. 411-7, R. 411-8, R. 411-25, R. 412-28, R. 413-1, R. 415-6, R. 415-7, R. 415-10, R. 415-15, R. 417-10, R. 417-11, R. 417-12 et R. 431-9 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- VU l'arrêté 2013/NT/R/DGU-P201 du 23 septembre 2013 ; réglementant la circulation et le stationnement des véhicules dans la Rue de Malbosc ;
- Vu l'arrêté municipal 2009/NT/R/DGU-P200 du 25 septembre 2009, définissant le périmètre de la zone 30 "Malbosc" ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

Arrête :

Article 1er :

Un sens unique est institué sur :

- la contre-allée de la Rue de Malbosc située du côté des numéros pairs, au droit du collège Alco dans le sens de la voie de desserte du collège Alco vers la Voie d'accès au n°201 Rue de Malbosc ;
- la contre-allée de la Rue de Malbosc située du côté des numéros pairs, entre le n°200 et le n°250 dans le sens du n° 200 vers le n° 250 ;
- la Rue de Malbosc depuis la Rue Henri Lagatu vers et jusqu'au n°580 (non inclus).

Article 2 :

La circulation des véhicules dont la hauteur est supérieure à 2,2 mètres est interdite Rue de Malbosc, dans sa partie comprise entre la Rue Henri Lagatu et le n°580 (non inclus).

Article 3 :

Il est instauré une mise en impasse Rue de Malbosc depuis l'Avenue des Moulins jusqu'au n° 250.

Article 4 :

Il est créé une bande cyclable bidirectionnelle, sur trottoir réservée exclusivement aux cycles à deux ou trois roues Rue de Malbosc côté pair, dans sa partie comprise entre l'Avenue des Moulins et la Voie d'accès au n°201 Rue de Malbosc.

Article 5 :

La vitesse maximale autorisée est fixée à 10 Km/h sur la contre-allée de la Rue de Malbosc située du côté des numéros pairs, au droit du collège Alco.

Article 6 :

La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h Rue de Malbosc, dans sa partie comprise entre la voie de desserte du collège Alco et la Rue Henri Lagatu et, dans sa partie comprise entre la Rue Henri Lagatu et l'Avenue Professeur Jean-Louis Viala (portion de voie incluse dans la zone 30 "Malbosc").

Article 7 :

Il est interdit de tourner à gauche dans la contre-allée de la Rue de Malbosc située du côté des numéros pairs, au droit du collège Alco pour tous les véhicules venant de la voie de desserte du collège Alco.

Article 8 :

À l'intersection de la Rue de Malbosc et de la Voie d'accès au n°201 Rue de Malbosc, le carrefour aménagé est classé "carrefour à sens giratoire". En conséquence les conducteurs qui abordent ce carrefour sont tenus de respecter les règles de priorité fixées par le code de la route pour ce type de carrefour.

Article 9 :

À l'intersection, de la Rue de Malbosc et de la voie de desserte du parc de stationnement située au n°101, les conducteurs circulant sur la voie de desserte du parc de stationnement située au n°101 sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

Article 10 :

À l'intersection, de la Rue de Malbosc et de la Voie d'accès au n°200 Rue de Malbosc, les conducteurs circulant sur la Voie d'accès au n°200 Rue de Malbosc sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

Article 11 :

À l'intersection, de la Rue de Malbosc et de la Voie d'accès au n°250 Rue de Malbosc, les conducteurs circulant sur la Voie d'accès au n°250 Rue de Malbosc sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

Article 12 :

À l'intersection, de la contre-allée de la Rue de Malbosc située du côté des numéros pairs, au droit du collège Alco et de la Rue de Malbosc, les conducteurs circulant sur la contre-allée de la Rue de Malbosc située du côté des numéros pairs, au droit du collège Alco sont tenus de céder le passage aux autres véhicules.

Article 13 :

À l'intersection, de la Rue de Malbosc et de l'Avenue Professeur Jean-Louis Viala dans les deux sens, les conducteurs circulant sur la Rue de Malbosc sont tenus de céder le passage aux autres véhicules.

Article 14 :

Le stationnement est autorisé dans les emplacements prévus à cet effet sur :

- la Rue de Malbosc :
 - côté impair, dans sa partie comprise entre l'Avenue des Moulins et le n° 201 et dans le parc de stationnement aménagé au droit du n°101 (Lycée Jean Monnet) ;
 - des deux côtés, entre le n° 201 et le n° 250 et dans sa partie comprise entre l'Avenue Aglaé Adanson et l'Avenue Professeur Jean-Louis Viala.
- La contre-allée de la Rue de Malbosc située du côté des numéros pairs, au droit du collège Alco côté pair ;
- la contre-allée de la Rue de Malbosc située du côté des numéros pairs, entre le n°200 et le n°250 côté impair.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 15 :

Les personnes à mobilité réduite ont un emplacement réservé Rue de Malbosc côté impair au n° 1413 (1 place(s)) et côté pair au n° 1680 (1 place(s)) et, dans sa partie comprise entre la Voie d'accès au n°201 Rue de Malbosc et la Voie d'accès au n°200 Rue de Malbosc (2 place(s)).

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Les véhicules des personnes à mobilité réduite doivent être munis de la carte de stationnement pour personnes handicapées apposée sur le pare-brise.

Article 16 :

Les véhicules de transport en commun ont un emplacement réservé sur 15 mètres dans la contre-allée de la Rue de Malbosc située du côté des numéros pairs, au droit du collège Alco côté pair au niveau de la sortie.

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 17 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 18 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures, et l'arrêté n° 2013/NT/R/DGU-P201 du 23 septembre 2013, susvisé est abrogé.

Article 19 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 12 septembre 2017
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : **21 SEP. 2017**

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue de la Fontaine

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de branchement à la demande de GRDF ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **09 octobre 2017** et jusqu'au **13 octobre 2017** inclus, la circulation est interdite Rue de la Fontaine entre la rue du Petit saint Jean et la rue Roucher.

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue du Petit Saint Jean, emprunte :

- la Rue Four des Flammes

et se termine sur la Rue Roucher.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'intervenant.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 13 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 14 SEP. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté n° 2017-T2434

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de la Cavalerie

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté, en raison des travaux de renouvellement gaz " îlot Lakanal" **PHASE 2, 3, 4**, à la demande de Grdf ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **22 septembre 2017** et jusqu'au **03 novembre 2017** inclus, la Rue de la Cavalerie, dans sa partie comprise entre la Rue Lakanal et la Rue de Villefranche est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite (ponctuellement à l'avancée des travaux).
Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 18h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux riverains, la police et les secours.

- Le stationnement est interdit.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue de la Cavalerie, emprunte :

- la Rue de Villefranche
et se termine sur la Rue Lunaret.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SOBECA.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 13 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 14 SEP. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Marie Caizergues

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de marquage horizontal à la demande de l'entreprise AXIMUM ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **15 septembre 2017** et jusqu'au **15 novembre 2017** inclus, Rue Marie Caizergues, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 13 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 14 SEP. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté n° 2017-T2440

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue du Pila Saint Gély

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de rénovation à la demande de la société ISO34 Eurochape ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **14 septembre 2017** et jusqu'au **20 septembre 2017** inclus, Rue du Pila Saint Gély à l'intersection rue Bocaud et rue vieille Aiguillerie, le stationnement est interdit.
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de la société EUROCHAPE.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la société Eurochape

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

En dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, le véhicule de plus de 7.5T, assigné a la livraison de Béton par camion toupie , est spécifiquement autorisé à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 13 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 14 SEP. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté n° 2017-T2441

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Saint Guilhem

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- LIVRAISON d'un vitrage ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de livraison d'un vitrage à la demande de la société BREL ;

Arrête :

Article 1er :

Le **26 septembre 2017**, Rue Saint Guilhem au droit du N°36, le stationnement est interdit.
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00**.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de la société BREL immatriculés : CC-391-DD et DX-506 -DF.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la société BREL

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

En dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, le véhicule de plus de 7.5T, assigné au déchargement d'un vitrage, est spécifiquement autorisé à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 13 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 14 SEP. 2017



Arrêté n° 2017-T2443

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
Rue du Triolet**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de pose de fourreaux du réseau télécom à la demande de l'entreprise FREE ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **18 septembre 2017** et jusqu'au **18 octobre 2017** inclus, Rue du Triolet, dans sa partie comprise entre l'Avenue Frédéric Sabatier d'Espeyran et la Rue des Hospices, chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale (alternat par K10).
Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 18h00.**

Article 2 :

À compter du **18 septembre 2017** et jusqu'au **18 octobre 2017** inclus, Rue du Triolet, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SOGETREL.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 13 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 14 SEP. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté n° 2017-T2444

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Boulevard Sarraïl

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de .déménagement à la demande de déménageurs BRETONS ;

Arrête :

Article 1er :

Le **19 septembre 2017**, Boulevard Sarraïl au droit du N°13 sur 4 places, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **8H00 à 16H00**.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de la société les déménageurs Bretons immatriculé : 11 AJK 34.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de déménageurs BRETONS

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 13 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 14 SEP. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Limitation de vitesse Avenue du Mondial 98

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de la mise en place de coussins berlinois à la demande du Pôle Territorial de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **18 septembre 2017** et jusqu'au **31 janvier 2018** inclus, Avenue du Mondial 98 dans les deux sens et sur toutes les files, depuis le N°240 vers et jusqu'à la Rue du Mas Rouge ainsi que depuis le pont de la Lironde vers et jusqu'à la Place Ernest Granier, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Pôle Territorial de Montpellier

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 14 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

19 SEP. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue de Villeneuve-Angoulême

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté n° 03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de réparation sur réseau à la demande de ORANGE ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **14 septembre 2017** et jusqu'au **06 octobre 2017** inclus, l'Avenue de Villeneuve-Angoulême, dans sa partie comprise entre le Boulevard Paul Valéry et l'Avenue du Colonel Pavelet est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite, dans le sens allant du Boulevard Paul Valéry à l'Avenue du Colonel Pavelet, est interdite à la circulation générale ;
Ces dispositions sont applicables **de jour et de nuit , y compris samedi et dimanche.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de SOTRANASA.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 14 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

19 SEP. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Place Thermidor

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux d'implantation de WC à la demande de la DUVEP ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 18 septembre 2017 et jusqu'au 29 septembre 2017 inclus, Place Thermidor, le stationnement est autorisé à l'entreprise DECAUX.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise DECAUX

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 14 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 19 SEP. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté permanent Mesures de circulation et de stationnement Rue de la Constituante

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2122.22 et L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R.411-7, R. 411-8, R. 411-25, R. 415-6, R. 415-7, R. 415-15, R. 417-3, R. 417-11 et R. 417-12 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication, livre 1, sixième partie, feux de circulation permanents et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- VU l'arrêté municipal du 27 décembre 2013, N°2013/NT/R/DGU-P279, portant réglementation du stationnement payant sur voirie dans les voies de Montpellier ;
- VU la délibération du Conseil Municipal du 22 décembre 2008 modifiant les horaires et les tarifs du stationnement payant sur voirie ;
- VU la délibération du Conseil Municipal du 7 octobre 2013 modifiant le tarif des abonnements résidents pour le stationnement payant sur voirie en zone orange et jaune ;
- VU l'arrêté municipal n°2013/NT/R/DGU-P127, du 11 juillet 2013, fixant les dispositions générales relatives à la circulation du tramway (ligne 1) ;
- VU l'arrêté municipal n°2013/NT/R/DGU-P129, du 11 juillet 2013, fixant les dispositions générales relatives à la circulation du tramway (ligne 3) ;
- VU l'arrêté municipal n°2013/NT/R/DGU-P130, du 11 juillet 2013, fixant les dispositions générales relatives à la circulation du tramway (ligne 4) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

Arrête :

Article 1er :

À l'intersection, de la Rue de la Constituante, de l'Avenue du Petit Train et de la bande cyclable, les conducteurs circulant sur la Rue de la Constituante sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

Article 2 :

À l'intersection, de la Rue de la Constituante et de la Place des Patriotes dans le sens de l'Avenue du Petit Train vers le Chemin de Moularès, les conducteurs circulant sur la Rue de la Constituante dans le sens de l'Avenue du Petit Train vers le Chemin de Moularès sont tenus de céder le passage aux autres véhicules.

Article 3 :

À l'intersection, de la Rue de la Constituante et de la Place des Patriotes dans le sens du Chemin de Moularès vers l'Avenue du Petit Train, les conducteurs circulant sur la Rue de la Constituante dans le sens du Chemin de Moularès vers l'Avenue du Petit Train sont tenus de céder le passage aux autres véhicules.

Article 4 :

La circulation des véhicules et des piétons est réglementée par des feux tricolores circulaires à l'intersection de la bande cyclable, de la Rue de la Constituante, du Chemin de Moularès, de la plate-forme du tramway et de l'Avenue des Droits de l'Homme.

En cas de non fonctionnement des signaux lumineux ou de leur mise en clignotant jaune les conducteurs abordant cette intersection sont tenus de céder le passage aux tramways puis aux véhicules venant par la droite.

Article 5 :

Il est interdit de tourner à gauche dans l'Avenue du Petit Train pour tous les véhicules venant de la Rue de la Constituante.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux cyclistes.

Article 6 :

Il est interdit de tourner à droite dans le Chemin de Moularès pour tous les véhicules venant de la Rue de la Constituante.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux cyclistes.

Article 7 :

Il est interdit de tourner à gauche :

- dans la Place des Patriotes pour tous les véhicules venant de la Rue de la Constituante dans le sens de l'Avenue du Petit train vers le Chemin de Moularès ;
- dans la Place des Patriotes pour tous les véhicules venant de la Rue de la Constituante dans le sens du Chemin de Moularès vers l'Avenue du Petit Train.

Article 8 :

Le stationnement payant de tous les véhicules est autorisé dans la zone moyenne durée, aux emplacements prévus à cet effet Rue de la Constituante.

Ces dispositions sont applicables **de 9h à 18h tous les jours, sauf dimanche et jours fériés.**

Tout stationnement d'un véhicule excédant 48 heures sera considéré comme abusif.

Le stationnement est limité à 5 heures et soumis au paiement de la redevance correspondante. Le paiement s'effectue au moyen d'horodateurs implantés dans la zone de stationnement. Le ticket délivré est apposé par les automobilistes derrière le pare-brise de manière à être visible et lisible de l'extérieur du véhicule.

Tout stationnement d'un véhicule ne respectant pas les dispositions de durée et de paiement prévues à l'alinéa précédent sera considéré comme abusif et passible de mise en fourrière immédiate.

Une tarification et une durée spécifiques sont applicables pour le stationnement résidentiel dans cette zone selon les modalités définies lors de la délibération municipale visée ci-dessus.

Article 9 :

Les personnes à mobilité réduite ont 1 place réservée Rue de la Constituante côté pair au n° 144.

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Les véhicules des personnes à mobilité réduite doivent être munis de la carte de stationnement pour personnes handicapées apposée sur le pare-brise.

Article 10 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 11 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 12 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 15 septembre 2017

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : **28 SEP. 2017**

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Boulevard Vieussens

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté n° 03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux sur réseau d'Alimentation d'Eau Potable à la demande de la Régie des Eaux ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **25 septembre 2017** et jusqu'au **06 octobre 2017** inclus, le **Boulevard Vieussens** dans les deux sens, dans sa partie comprise entre l'Avenue de Maurin et la Rue Labbé est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
Ces dispositions sont applicables **de 21h00 à 6h00.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de RDL Vendargues.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 15 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 19 SEP. 2017



Arrêté n° 2017-T2473

**Arrêté temporaire
Circulation interdite
Avenue Paul Bringuier,
Avenue des Garrats
et Avenue de la Liberté****Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,**

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur les voies du présent arrêté en raison des mesures acoustiques menées par la Métropole à la demande du Pôle Territorial de Montpellier ;

Arrête :**Article 1er :**

À compter du 16 octobre 2017 et jusqu'au 20 octobre 2017 inclus, la circulation sera temporairement interdite à la diligence du Pôle Territorial de Montpellier :

- l'Avenue des Garrats ;
- l'Avenue Paul Bringuier ;
- l'Avenue de la Liberté.

Ces dispositions sont applicables de 22h00 à 6h00.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge du Pôle Territorial de Montpellier.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 15 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 20 SEP. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté n° 2017-T2476

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Canton

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de rénovation d'un immeuble à la demande de Corum Immobilier ;

Arrête :

Article 1er :

Le **25 septembre 2017**, la Rue Canton au droit du numéro 1 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par piquet K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Environnement Bois.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 15 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

20 SEP. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté n° 2017-T2477

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Avenue de Nîmes

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau télécom à la demande de ETE RESEAUX ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 20 septembre 2017 et jusqu'au 29 septembre 2017 inclus, Avenue de Nîmes, le stationnement est interdit.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 15 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

19 SEP. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de Centrayrargues

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement à la demande de la société l'Officiel du Déménagement ;

Arrête :

Article 1er :

Le **25 septembre 2017**, la Rue de Centrayrargues au droit du N°966 sur un emplacement de 10 mètres est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00**.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de la société l'Officiel du Déménagement.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la société l'Officiel du Déménagement

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 15 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 20 SEP. 2017



**Arrêté temporaire
Mesures de stationnement
Rue Louis Braille**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté 2016-T2307 du **17 novembre 2016** ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT la demande de prorogation du Pôle Territorial Montpellier de la Métropole ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **29 septembre 2017** les dispositions de l'arrêté 2016-T2307 du **17 novembre 2016**, définies ci-dessous, sont prorogées jusqu'au **30 mars 2018** inclus.

Rue Louis Braille, dans sa partie comprise entre la Rue Baqué et l'Avenue de Lodève, le stationnement est interdit du côté des numéros impairs.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 15 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué


Luc ALBERNHE
(Hérault)

20 SEP. 2017

Publié le :

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Abbé Breuil, Rue Norbert Casteret,

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de la déambulation sous mes paupières à la demande de ESAT La Bulle Bleue ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **23 septembre 2017** et jusqu'au **24 septembre 2017** inclus, la Rue Norbert Casteret est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit ;
Ces dispositions sont applicables **12h00 à 20h00.**
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La circulation est interdite.
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables :
 - o aux véhicules de secours, de maintenance, de nettoyage et de service public ;
 - o aux véhicules de police ;

Les dispositions définies par le présent arrêté seront appliquées à l'avancement de la manifestation et à la diligence des services de polices..

Article 2 :

À compter du **23 septembre 2017** et jusqu'au **24 septembre 2017** inclus, la Place André Leroi-Gourhan est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit ;
Ces dispositions sont applicables **12h00 à 20h00.**
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La circulation est interdite.
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables :
 - o aux véhicules de secours, de maintenance, de nettoyage et de service public ;
 - o aux véhicules de police ;

Les dispositions définies par le présent arrêté seront appliquées à l'avancement de la manifestation et à la diligence des services de polices..

Article 3 :

À compter du **23 septembre 2017** et jusqu'au **24 septembre 2017** inclus, la Rue Abbé Breuil est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit ;
Ces dispositions sont applicables **12h00 à 20h00.**
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La circulation est interdite.
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables :
 - aux véhicules de secours, de maintenance, de nettoyage et de service public ;
 - aux véhicules de police ;
 Les dispositions définies par le présent arrêté seront appliquées à l'avancement de la manifestation et à la diligence des services de polices..

Article 4 :

À compter du **23 septembre 2017** et jusqu'au **24 septembre 2017** inclus, la Rue du Mas de Prunet pour terminer la déambulation dans le parc. est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit ;
Ces dispositions sont applicables **12h00 à 20h00.**
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La circulation est interdite.
Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables :
 - aux véhicules de secours, de maintenance, de nettoyage et de service public ;
 - aux véhicules de police ;
 Les dispositions définies par le présent arrêté seront appliquées à l'avancement de la manifestation et à la diligence des services de polices..

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 6 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'association Esat la Bulle Bleue

Article 7 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 8 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 15 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE



Publié le : 19 SEP. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement La voie de desserte du parking, située sur la place Salengro, du côté de la voie de circulation

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de la manifestation portes ouvertes à Figuerolles à la demande de l'association Je pars à Zart ;

Arrête :

Article 1er :

Le **24 septembre 2017**, la voie de desserte du parking, située sur la place Salengro, du côté de la voie de circulation, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **13h00 à 18h00**.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'association je pars à zart

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 15 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 20 SEP. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue de Toulouse

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux sur réseau à la demande de ENEDIS ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **19 septembre 2017** et jusqu'au **29 septembre 2017** inclus, l'Avenue de Toulouse côté impair, dans sa partie comprise entre la Rue Azéma et la Rue du Mas de Lemasson est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite, dans le sens allant de la Rue Azéma vers la rue du Mas de Lemasson, est interdite à la circulation générale ;
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de ENEDIS.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 15 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 19 SEP. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté n° 2017-T2483

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue de la Rauze

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux d'ouvrages hydrauliques à la demande de ASF ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **25 septembre 2017** et jusqu'au **31 janvier 2018** inclus, la **Rue de la Rauze**, dans sa partie comprise entre l'Avenue Docteur Jacques Fourcade et la Rue de la Première Ecluse est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit, y compris dans l'impasse situé au droit de l'entreprise **BRL**.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de EIFFAGE.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 15 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 19 SEP. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Emile Zola

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux du Lycée de la Merci à la demande de la société SFARA ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **22 septembre 2017** et jusqu'au **31 octobre 2017** inclus, la circulation est interdite Rue Emile Zola au droit du lycée de la Merci
Ces dispositions sont applicables **7h00 à 11h00. à l'avancement du chantier.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables :

- aux véhicules de secours, de maintenance, de nettoyage et de service public ;
- aux véhicules de police ;
- aux véhicules du chantier du Lycée de la Merci ;

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Emile Zola, emprunte :

- la Rue Auguste Comte
- et se termine sur la Place Leroy-Beaulieu.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la société SFARA

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 15 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 20 SEP. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue Général Riu**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux d'élagage à la demande de la société l'arbre et la cime ;

Arrête :

Article 1er :

Le **26 septembre 2017**, Rue Général Riu à l'angle de la rue des deux ponts sur 3 places, le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **7h00 à 18h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de la société l'arbre et la cime. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Le **26 septembre 2017**, la circulation est interdite Rue Général Riu au droit du N°26

Ces dispositions sont applicables **7h00 à 18h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables :

- aux véhicules de secours, d'entretien et de service public ;
- aux véhicules de police ;
- au véhicule de la société l'arbre et la cime ;

Article 3 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Général Riu, emprunte :

- la Rue des Aiguerelles
- la Rue des Deux Ponts

et se termine sur la Rue des Renoncules.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la société l'arbre et la cime

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 15 septembre 2017



Monsieur l'Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

20 SEP. 2017

Publié le :

Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Voies diverses

Arrêté n° 2017-T2486

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté en raison des travaux de voirie menés par la Métropole à la demande du Pôle Territorial de Montpellier ;

Arrête :
Article 1er :

À compter du **18 septembre 2017** et jusqu'au **06 octobre 2017** inclus, la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 sur :

- la Rue des Sycomores ;
- l'Avenue du Professeur Louis Ravaz ;
- l'Avenue du Père Soulas ;
- la Rue de Celleneuve à Saint Hilaire ;
- la Rue des Azalées ;
- la Rue de Bionne ;
- l'Avenue Saint Clément ;
- la Rue Gustave Eiffel ;
- la Rue Viollet Le Duc ;
- la Rue Adrienne Boland ;
- la Rue André-Marie Ampère ;
- l'Avenue de l'Ecole d'Agriculture-Gabriel Buchet ;
- la Rue des Bouisses ;
- l'Impasse des Grèzes ;
- la Rue de la Croix de Las Cazes ;
- la Rue du Pont de Lavérune ;
- la Rue des Eglantiers ;
- l'Avenue de Monsieur Teste ;
- l'Impasse Edouard Martel ;
- la Rue du Romarin.

Article 2 :

À compter du **18 septembre 2017** et jusqu'au **06 octobre 2017** inclus, Rue Paul Rimbaud, 2 voies de circulation alternativement est interdite à la circulation générale.

Article 3 :

À compter du **18 septembre 2017** et jusqu'au **06 octobre 2017** inclus, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h sur :

- la Rue des Jonquilles ;
- la Rue des Sycomores ;
- l'Avenue du Professeur Louis Ravaz ;
- l'Avenue du Père Soulas ;
- la Rue de Celleneuve à Saint Hilaire ;
- la Rue des Azalées ;
- la Rue de Bionne ;
- l'Avenue Saint Clément ;
- la Rue Gustave Eiffel ;
- la Rue Viollet Le Duc ;
- la Rue Adrienne Boland ;
- la Rue André-Marie Ampère ;
- l'Avenue de l'Ecole d'Agriculture-Gabriel Buchet ;
- la Rue des Bouisses ;
- l'Impasse des Grèzes ;
- la Rue de la Croix de Las Cazes ;
- la Rue du Pont de Lavérune ;
- la Rue des Eglantiers ;
- l'Avenue de Monsieur Teste ;
- l'Impasse Edouard Martel ;
- la Rue du Romarin.

Article 4 :

À compter du **18 septembre 2017** et jusqu'au **06 octobre 2017** inclus, le stationnement est interdit sur :

- la Rue des Jonquilles ;
- la Rue des Sycomores ;
- l'Avenue du Professeur Louis Ravaz ;
- l'Avenue du Père Soulas ;
- la Rue de Celleneuve à Saint Hilaire ;
- la Rue des Azalées ;
- la Rue de Bionne ;
- l'Avenue Saint Clément ;
- la Rue Gustave Eiffel ;
- la Rue Viollet Le Duc ;
- la Rue Adrienne Boland ;
- la Rue André-Marie Ampère ;
- l'Avenue de l'Ecole d'Agriculture-Gabriel Buchet ;
- la Rue des Bouisses ;
- l'Impasse des Grèzes ;
- la Rue de la Croix de Las Cazes ;
- la Rue du Pont de Lavérune ;
- la Rue des Eglantiers ;
- l'Avenue de Monsieur Teste ;

- l'Impasse Edouard Martel ;
- la Rue du Romarin.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 6 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise COLAS.

Article 7 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 8 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 15 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 20 SEP. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté n° 2017-T2487

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Avenue du Maréchal Leclerc

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de déménagement à la demande de Madame DUBOST ;

Arrête :

Article 1er :

Le **26 septembre 2017**, l'Avenue du Maréchal Leclerc au droit du N°234 la voie sera réduite sur 20 m est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
 - la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
 - la voie située du côté des numéros pairs est interdite à la circulation générale ;
- Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

- Le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de déménagement de Madame DUBOST.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Madame DUBOST

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 15 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 20 SEP. 2017



Arrêté n° 2017-P75

Arrêté permanent
Mesures de circulation et de stationnement
Rue d'Astier de la Vigerie

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R.411-7, R. 411-8, R. 411-25, R. 415-6, R. 415-7, R. 415-15, R. 417-11 et R. 417-12 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, troisième partie, intersections et régimes de priorité, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- VU l'arrêté 2017-P26 du 23 mars 2017 ; réglementant la circulation et le stationnement des véhicules dans la Rue d'Astier de la Vigerie ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

Arrête :

Article 1er :

À l'intersection, de la Rue Pierre Semard (côté de la Rue Paul Marrès) et de la Rue d'Astier de la Vigerie, les conducteurs circulant sur la Rue d'Astier de la Vigerie sont tenus de céder le passage aux autres véhicules.

Article 2 :

À l'intersection, de la Rue d'Astier de la Vigerie, de l'Avenue Alphonse Juin et de la Rue Pierre Semard (côté de la Rue Louise Michèl), les conducteurs circulant sur la Rue d'Astier de la Vigerie sont tenus de marquer l'arrêt à la limite de la chaussée abordée (STOP) puis de céder le passage aux autres véhicules.

Article 3 :

Le stationnement est autorisé dans les emplacements matérialisés au sol Rue d'Astier de la Vigerie côté pair, entre le n° 40 et le n° 390.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 4 :

Les personnes à mobilité réduite ont un emplacement réservé Rue d'Astier de la Vigerie côté pair :

- au n° 134 (2 place(s)) ;
- au n° 64 (1 place(s)) ;
- au n° 184 (1 place(s)).

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Les véhicules des personnes à mobilité réduite doivent être munis de la carte de stationnement pour personnes handicapées apposée sur le pare-brise.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures, et l'arrêté n° 2017-P26 du **23 mars 2017**, susvisé est abrogé.

Article 7 :

Le Directeur Général des Services de la Ville et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 18 septembre 2017

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : **28 SEP. 2017**

Arrêté n° 2017-P77

Arrêté permanent
Mesures de circulation et de stationnement
Avenue de Toulouse

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2122.22 et L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R.411-7, R. 411-8, R. 411-25, R. 415-15, R. 417-3, R. 417-10, R. 417-11 et R. 417-12 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription, livre 1, cinquième partie, signalisation d'indication, livre 1, sixième partie, feux de circulation permanents et livre 1, septième partie, marques sur chaussées - annexes ;
- VU l'arrêté 2014-P164 du **06 octobre 2014** ; réglementant la circulation et le stationnement des véhicules dans l'Avenue de Toulouse ;
- VU la délibération du Conseil Municipal du 22 décembre 2008 modifiant les horaires et les tarifs du stationnement payant sur voirie ;
- VU l'arrêté municipal n°2013/NT/R/DGU-P279, du 27 décembre 2013, portant réglementation du stationnement payant sur voirie dans les voies de Montpellier ;
- VU l'arrêté municipal n° 2014-P78, du 25 mars 2014, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des mesures particulières en matière de circulation et de stationnement des véhicules dans la voie précitée ;

Arrête :

Article 1er :

La circulation des véhicules de plus de sept tonnes cinq (7,5t) est interdite Avenue de Toulouse, sauf desserte locale.

Article 2 :

- La circulation des véhicules et des piétons est réglementée par des feux tricolores circulaires :
- à l'intersection du Boulevard Renouvier, de l'Allée de Bosserville, de l'Avenue de Toulouse et de la Place du Huit Mai 1945 ;
 - à l'intersection de l'Avenue de Toulouse, de la Rue de Claret, de la Place du Huit Mai 1945

- et de l'Allée des Sophoras ;
- à l'intersection de la Place du Huit Mai 1945, de la Rue des Cambiadours, de l'Avenue Lepic et de l'Avenue de Toulouse ;
- à l'intersection de l'Avenue de Toulouse, de la Rue du Mas de Lemasson, de la Rue de la Cour du Recteur et de la Rue Saint Cléophas ;
- à l'intersection de l'Avenue de Toulouse avec le Passage Soixante Quinze ;
- à l'intersection de l'Avenue de Toulouse avec la Rue de l'Imprimerie et la Rue Azéma ;
- à l'intersection de l'Avenue de Toulouse avec la Rue des Chasseurs et la Rue Guillaume Janvier ;
- à l'intersection de l'Avenue de Toulouse avec la Rue Georges Brassens et la Rue de Bugarel ;
- à l'intersection de l'Avenue de Toulouse et de la Rue Jean-Baptiste Poquelin dit Molière ;
- à l'intersection de l'Avenue de Toulouse avec la Rue Jacques Bounin ;
- à l'intersection de l'Avenue de Toulouse avec le Chemin de Poutingon et l'Avenue du Mondial de Rugby 2007.

En cas de non fonctionnement des signaux lumineux ou de leur mise en clignotant jaune les conducteurs abordant cette intersection sont tenus de céder le passage aux véhicules venant par la droite.

Article 3 :

Il est interdit de tourner à droite :

- dans la Rue de l'Imprimerie pour tous les véhicules venant de l'Avenue de Toulouse dans le sens du Boulevard Berthelot vers la Place Flandres-Dunkerque ;
- dans la Rue de Claret pour tous les véhicules venant de l'Avenue de Toulouse dans le sens du Boulevard Berthelot vers la Place Flandres-Dunkerque.

Article 4 :

Il est interdit de faire demi-tour dans l'Avenue de Toulouse, à son intersection avec le Chemin de Poutingon et l'Avenue du Mondial de Rugby 2007 pour les véhicules circulant dans le sens de la rue Jacques Fouroux vers la rue du Tournoi des Six Nations.

Article 5 :

Le stationnement payant de tous les véhicules est autorisé dans la zone longue durée, aux emplacements prévus à cet effet Avenue de Toulouse côté pair, dans sa partie comprise entre le n° 2 et la Rue des Chasseurs.

Ces dispositions sont applicables **de 9h à 18h tous les jours, sauf dimanche et jours fériés.**

Tout stationnement d'un véhicule excédant 48 heures sera considéré comme abusif.

Le stationnement est limité à 9 heures et soumis au paiement de la redevance correspondante. Le paiement s'effectue au moyen d'horodateurs implantés dans la zone de stationnement. Le ticket délivré est apposé par les automobilistes derrière le pare-brise de manière à être visible et lisible de l'extérieur du véhicule.

Tout stationnement d'un véhicule ne respectant pas les dispositions de durée et de paiement prévues à l'alinéa précédent sera considéré comme abusif.

Une tarification et une durée spécifiques sont applicables pour le stationnement résidentiel dans cette zone selon les modalités définies lors de la délibération municipale visée ci-dessus.

Article 6 :

Le stationnement est autorisé dans les emplacements prévus à cet effet Avenue de Toulouse :

- côté impair :
 - entre le n° 1277 et le n° 1317 ;
 - dans sa partie comprise entre la Rue Jacques Bounin et la Rue Georges Brassens ;
 - dans sa partie comprise entre le n° 765 et la Rue Henri Sellier.
- Côté pair, dans sa partie comprise entre la Rue des Chasseurs et le n° 100 et entre le n° 122 et le n° 144.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 7 :

Les personnes à mobilité réduite ont un emplacement réservé Avenue de Toulouse côté impair au n° 1277 (2 place(s)) et côté pair :

- au n° 2 (1 place(s)) ;
- au n° 58 (1 place(s)) ;
- au n° 86 (2 place(s)).

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Les véhicules des personnes à mobilité réduite doivent être munis de la carte de stationnement pour personnes handicapées apposée sur le pare-brise.

Article 8 :

Les véhicules de livraison ont un emplacement réservé Avenue de Toulouse côté pair :

- au n° 38 (un emplacement de 10 mètres) ;
- au n° 80 (un emplacement de 10 mètres) ;
- au n° 142 (un emplacement de 10 mètres).

Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 20h00 tous les jours, sauf dimanche et jours fériés.**

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 9 :

Les véhicules de livraison dont le poids n'excède pas trois tonnes cinq (3,5t) ont un emplacement réservé sur 13 mètres Avenue de Toulouse côté pair au n° 124 bis.

Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 20h00 tous les jours, sauf dimanche et jours fériés.**

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 10 :

Les transports de fonds ont 1 place réservée Avenue de Toulouse côté pair au n° 34.
L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 11 :

Les cycles ont 8 places réservées Avenue de Toulouse côté impair face au n°116.
L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant.

Article 12 :

Les véhicules de transport en commun ont un emplacement réservé Avenue de Toulouse :

- côté impair :
 - au n° 13 (1 place(s)) ;
 - au n° 55 (1 place(s)) ;
 - au n° 106 (1 place(s)) ;
 - au n° 1021 (1 place(s)) ;
 - dans sa partie comprise entre la Rue Raimon de Trencavel et le n° 1317.
- Côté pair :
 - entre le n° 20 et le n° 22 ;
 - au n° 70 (1 place(s)) ;
 - au n° 102 (1 place(s)) ;
 - au n° 130 (1 place(s)) ;
 - au n° 1256 (1 place(s)).

L'arrêt et le stationnement de tout autre véhicule à l'emplacement réservé sont interdits. Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 13 :

Le stationnement est interdit Avenue de Toulouse côté impair, dans sa partie comprise entre la Rue des Cambiadours et l'Allée des Sophoras.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de transport en commun.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 14 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 15 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures, et l'arrêté n° 2014-P164 du **06 octobre 2014**, susvisé est abrogé.

Article 16 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.



Montpellier, le 18 septembre 2017

Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : **28 SEP. 2017**

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier**Arrêté temporaire
Interdiction d'arrêt
Rue Catalan**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de grutage à la demande de SOL ROOF ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **21 septembre 2017** et jusqu'au **22 septembre 2017** inclus, en dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, les véhicules de plus de 7.5T des entreprises MLTM - ROOFMART - POINT P - ABE, assignés au chantier de la poste Rondelet, sont spécifiquement autorisés à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 4 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 18 septembre 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

21 SEP. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté n° 2017-T2490

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Avenue du Pirée

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement à la demande de Madame CHATAIGNERE ;

Arrête :

Article 1er :

Le **20 septembre 2017**, Avenue du Pirée, pour un stationnement au droit du N° 553 chemin de Moularès sur 2 places, le stationnement est interdit.
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00**.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de déménagement.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Madame Chataignère Lactiitia

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 18 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 20 SEP. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Jacques Brives

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux sur le réseau électrique à la demande de ENEDIS ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **29 septembre 2017** et jusqu'au **13 octobre 2017** inclus, la Rue Jacques Brives est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite.
Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 18h00.**
- Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de secours, la police et les riverains..
- Le stationnement est interdit.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur l'Avenue du Professeur Grasset, emprunte :

- la Rue Gustave Courbet
et se termine sur la Rue Atgier-Hazard.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la Société Nouvelle SANCHIS.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 18 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 21 SEP. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Passage Bruyas et Rue Jacques Coeur

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal n°03/09 publié le 20 octobre 2003, relatif à la lutte contre le bruit ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison des travaux de manutention la demande de ENEDIS ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **19 octobre 2017** et jusqu'au **20 octobre 2017** inclus, Rue Jacques Coeur, la circulation est interdite.

Ces dispositions sont applicables **de 23h00 à 01h00.**

Article 2 :

À compter du **19 octobre 2017** et jusqu'au **20 octobre 2017** inclus, Passage Bruyas, Il est instauré une mise en impasse.

Ces dispositions sont applicables **de 23h00 à 01h00.**

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de ENEDIS.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

En dérogation à l'arrêté municipal du 6 avril 2010, N°2010/NT/R/DGU-P320, le véhicule de plus de 7.5T, assigné a ENEDIS est spécifiquement autorisé à circuler dans le périmètre défini à l'article 2 de l'arrêté municipal du 6 avril 2010 N°2010/NT/R/DGU-P320.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 18 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le : 21 SEP. 2017

Arrêté n° 2017-T2493

Arrêté temporaire
Mesures de stationnement
Rue Daru
et Boulevard Pasteur

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de déménagement et d'aménagement à la demande de Madame AMOURI Imaine ;

Arrête :

Article 1er :

Le 19 septembre 2017, Boulevard Pasteur au droit du N°18 pour un déménagement sur un emplacement de 5 mètres, le stationnement est interdit.
Ces dispositions sont applicables 7H00 à 20h00.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de déménagement de Madame AMOURI.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Le 19 septembre 2017, Rue Daru en face du N°13 sur 2 places, le stationnement est interdit.
Ces dispositions sont applicables 7H00 à 20h00.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de déménagement de Madame AMOURI.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Madame AMOURI Imaine

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 18 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

21 SEP. 2017

Publié le :

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Avenue du Pont Juvénal**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de déménagement à la demande de la société RIVES DICOSTANZO ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **22 septembre 2017** et jusqu'au **25 septembre 2017** inclus, l'Avenue du Pont Juvénal au droit du N°93 est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
 - le stationnement est interdit ;
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
 - La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
 - la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10.
- Ces dispositions sont applicables **7h00 à 19h00.**

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la société RIVES DICOSTANZO

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 18 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le :

20 SEP. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté n° 2017-T2499

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Ray Charles

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, afin de permettre le bon déroulement de la manifestation. ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **21 septembre 2017** et jusqu'au **22 septembre 2017** inclus, la Rue Ray Charles est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit ;
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**
Toutefois , ces dispositions sont applicables à l'avancement de la manifestation et à la diligence des services de polices.
- Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de la production HURRICANE Action Sports.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la société HURRICANE

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 18 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

21 SEP. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Etienne Antoine

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de stationnement à la demande de la société SBPR ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 21 septembre 2017 et jusqu'au 20 octobre 2017 inclus, Rue Etienne Antoine au droit du N°1 sur 2 places, le stationnement est interdit.
Ces dispositions sont applicables de 9h00 à 16h00.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de la société SBPR.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

431

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la société SBPR

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 18 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



Luc ALBERNHE

Publié le : 21 SEP. 2017



Direction des parcours professionnels et des compétences
Service Formation

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Arrêté modificatif portant ouverture d'une
session de sélection professionnelle d'intégration
au grade de technicien et technicien principal
2ème classe**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le code général des collectivités territoriales,
- Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale,
- Vu la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique,
- Vu la loi n°2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires,
- Vu le décret n° 2010-1357 du 9 novembre 2010 portant statut particulier du cadre d'emplois des Techniciens territoriaux,
- Vu le décret n° 2012-1293 du 22 novembre 2012 pris pour l'application du chapitre II du titre Ier de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique (notamment les articles 10 à 14),
- Vu le décret n°2016-1123 du 11 août 2016 relatif à la prolongation des recrutements réservés permettant l'accès à l'emploi titulaire des agents contractuels de la fonction publique territoriale ainsi qu'à la mise à disposition et à la rémunération de ces agents,
- Vu l'avis favorable du comité technique du 9 novembre 2016,
- Vu la délibération fixant le programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire en date du 15 décembre 2016,
- Considérant qu'une erreur matérielle s'est produite, il convient de modifier l'article 5 de l'arrêté n°VA/2017/2445

Considérant que le Maire de la ville de Montpellier organise une sélection professionnelle pour le grade de technicien et technicien principal 2^{ème} classe.

AR R E T E

ARTICLE 1 : Ouverture de la sélection professionnelle

Une sélection professionnelle pour le recrutement dans le grade de technicien et technicien principal 2^{ème} classe est ouverte au titre de l'année 2017.

Le nombre d'emplois ouverts aux grades de technicien est fixé à 1 et de technicien principal 2^{ème} classe est fixé à 1.

ARTICLE 2 : Conditions d'inscription et d'admission à se présenter à la sélection professionnelle

Les dossiers de candidature sont à retirer par l'ensemble des agents préalablement informés de leur éligibilité au dispositif de titularisation par voie de sélection professionnelle dans le grade correspondant aux missions qu'ils exercent.

Retrait des dossiers

Un dossier de candidature pour les agents concernés est à retirer (ou télécharger) à l'hôtel de Ville de Montpellier auprès de la Direction des Parcours Professionnels et des Compétences–
Service Formation – 1 Place Georges Frêche 34267 Montpellier Cedex 2
à compter de la publication de l'arrêté

Contenu du dossier et pièces à joindre

Le dossier de candidature se compose de deux volets :

- Le premier volet, **renseigné par le candidat**, et relatif à ses motivations à intégrer le grade du cadre d'emplois auquel la sélection donne accès, comprend **obligatoirement** :
 - Une lettre de candidature exprimant ses motivations,
 - Un curriculum vitae,
 - Tout document complémentaire permettant à la commission d'apprécier le **parcours professionnel** du candidat, tels que ses titres, attestations de stage, de formations, de travaux ou d'œuvres.
 - Il comprend également une déclaration sur l'honneur de l'exactitude des renseignements qu'il fournit.
- Le second volet est **renseigné par l'autorité territoriale** et comporte **obligatoirement** :
 - Un état précis des services réalisés en qualité de contractuel,
 - Un exposé des missions et activités du candidat
 - Toute autre information utile permettant l'appréciation de l'aptitude du candidat par la commission sur ses acquis de l'expérience professionnelle.

L'autorité territoriale doit notamment certifier que l'agent exerce bien des missions équivalentes à celles dévolues à l'emploi postulé.

Les candidats doivent obligatoirement utiliser le dossier fourni par la Direction des Parcours Professionnels et des Compétences pour faire acte de candidature.

Date limite de dépôt des candidatures

Le dossier est à retourner dûment complété à l'hôtel de Ville de Montpellier - Direction des Parcours Professionnels et des Compétences Service Formation – 1 place Georges Frêche 34267 Montpellier Cedex 2, pour la participation à la sélection professionnelle au plus tard le **4 septembre 2017 à 17 h00, dernier délai.** (le cachet de la poste faisant foi)

Passé ce délai, les dossiers ne seront plus acceptés.

Ces dossiers seront remis à la commission lors des sessions, préalablement aux auditions des candidats concernés.

ARTICLE 3 : Convocations et audition des candidats

Les candidats, dont la candidature est déclarée recevable par l'autorité territoriale, seront convoqués par écrit et par courrier leur précisant leur horaire de passage.

Les dates et heures de convocation ne sont pas modifiables, quel que soit le motif.

En cas d'absence, le candidat devra s'inscrire à une éventuelle prochaine session.

Les candidats ne peuvent s'inscrire qu'à une seule session par an pour l'accès au grade correspondant aux missions qu'ils exercent et déterminé par leur employeur.

ARTICLE 4 : Composition de la commission de la sélection professionnelle

Cette commission est composée de 3 membres :

- Madame Dany GABAUDAN, personnalité qualifiée désignée par le président du Centre de Gestion de l'Hérault.
- Monsieur Vincent HALUSKA, Délégué aux Economies d'énergie ou son représentant en cas d'absence ou d'empêchement.
- Monsieur Rémy AILLERET, Directeur Général Adjoint des Services ou son représentant en cas d'absence ou d'empêchement.

La commission est chargée de :

- **Se prononcer sur l'aptitude des agents à être intégré** dans un grade de la Fonction Publique Territoriale en qualité de stagiaire, tel que défini par l'employeur de l'agent contractuel.
- **A partir d'un dossier et après audition des agents** (entretien de 20 minutes dont 5 minutes de présentation pour les grades relevant de la catégorie B).

La commission délibèrera dans la limite du nombre d'emplois ouverts prévus au Programme Pluriannuel arrêté par l'organe délibérant pour l'accès au grade concerné.

ARTICLE 5 : Dates des sessions et intitulés des emplois ouverts

Les auditions se dérouleront à l'hôtel de Ville de Montpellier, 1 Place Georges Frêche - 34267 Montpellier le **jeudi 12 octobre 2017 à partir de 8 h 30** pour les 2 emplois suivants :

- Instructeur AOS,
- Assistant d'opération,

ARTICLE 6 : Liste des candidats aptes à être intégrés

À l'issue de chacune des sessions de sélection de recrutement aux grades de technicien et de technicien principal de 2^{ème} classe, la commission dressera, par ordre alphabétique, la liste des candidats aptes à être intégrés en tenant compte des objectifs du programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire.

La Mairie de Montpellier procèdera à l'affichage de cette liste dans ses locaux et la publiera également sur son site internet.

L'autorité territoriale de la Mairie de Montpellier est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis au contrôle de légalité.

19 SEP. 2017
Montpellier, le
Monsieur le Conseiller municipal
Abdi EL KANDOUSSI

Publié le : 21 SEP. 2017
Notifié le :
Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire
Envoi Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Arrêté n° 2017-T2496

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
Avenue Paul Bringuier
et Avenue des Garrats**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur les voies du présent arrêté, en raison de travaux sur le réseau d'eau pluvial à la demande du Service Pluvial Urbain de La Métropole de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **09 octobre 2017** et jusqu'au **13 octobre 2017** inclus, la circulation est interdite Avenue Paul Bringuier au niveau de la trémie.
Ces dispositions sont applicables **de 22h00 à 6h00.**

Article 2 :

À compter du **09 octobre 2017** et jusqu'au **13 octobre 2017** inclus, la circulation est interdite Avenue des Garrats au niveau de la trémie.
Ces dispositions sont applicables **de 22h00 à 6h00.**

Article 3 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation emprunte les bretelles d'accès à l'Avenue de Lodève.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SOMES.

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 19 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 21 SEP. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Rue Lakanal

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux d'inspection caméra du réseau hydraulique unitaire à la demande de Véolia ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **23 octobre 2017** et jusqu'au **27 octobre 2017** inclus, la circulation est interdite Rue Lakanal, dans sa partie comprise entre la Rue d'Aubeterre et la Rue Ferdinand Fabre

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Rue Lakanal, emprunte :

- la Rue d'Aubeterre
- la Rue Ferdinand Fabre

et se termine sur la Rue Lakanal.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Véolia.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 19 septembre 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 21 SEP. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Circulation interdite Voies diverses

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux d'éclairage public à la demande de la DAGEP, service éclairage public ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 25 septembre 2017 et jusqu'au 25 octobre 2017 inclus, la circulation est interdite sur :

- la Rue Thérèse ;
- la Rue Lunaret dans sa partie comprise entre la Place Emile Combes et la Rue Canton ;
- la Rue Charles de Tourtoulon ;
- la Rue Louis-Frédéric Rouquette ;
- la Rue Canton ;
- la Rue du Micocoulier ;
- la Rue Henri.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 19 septembre 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

21 SEP. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue des Carmélites

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de réfection d'un toit de maison à la demande de l'entreprise ALVES CONSTRUCTIONS ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **21 septembre 2017** et jusqu'au **12 octobre 2017** inclus, la Rue des Carmélites est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- le stationnement est interdit ;
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.
- La circulation est interdite.
Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 18h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de secours, les riverains et la police.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 19 septembre 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 21 SEP. 2017

**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
Avenue du Marché Gare,
Avenue du Mas Argelliers,
Rue de la Restanque
et Rond-point de Saporta**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, deuxième partie, signalisation de danger, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de renouvellement du réseau HTA à la demande de ENEDIS ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **21 septembre 2017** et jusqu'au **22 septembre 2017** inclus **de 9h30 à 16h00**, rond-point de Saporta, dans sa partie comprise entre la Rue de la Restanque et l'Avenue du Mas Argelliers est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la voie de droite est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

À compter du **21 septembre 2017** et jusqu'au **22 septembre 2017** inclus **de 9h30 à 16h00**, Rue de la Restanque, dans sa partie comprise entre la sortie du géant Casino et le rond-point de Saporta est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h

Article 3 :

À compter du **21 septembre 2017** et jusqu'au **22 septembre 2017** inclus **de 9h30 à 16h00**, Avenue du Marché Gare à l'intersection de l'avenue du Mas Argelliers sur 50 mètres est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;

Article 4 :

À compter du **21 septembre 2017** et jusqu'au **22 septembre 2017** inclus **de 9h30 à 16h00**, Avenue du Mas Argelliers sur 50 mètres, est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- chaque voie alternativement est interdite à la circulation générale ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 6 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de SOBECA.

Article 7 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 8 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 19 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

21 SEP. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Avenue de Villeneuve-Angoulême

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux sur réseau à la demande de ORANGE ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 19 septembre 2017 et jusqu'au 22 septembre 2017 inclus, la circulation est interdite Avenue de Villeneuve-Angoulême, dans sa partie comprise entre la Rue Gaston Bachelard et le Boulevard Paul Valéry
Ces dispositions sont applicables de 21h00 à 6h00.

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur l'Avenue de Villeneuve-Angoulême, emprunte :

- la Rue Gaston Bachelard
- le Boulevard Paul Valéry

et se termine sur l'Avenue de Villeneuve-Angoulême.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de Sotranasa.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

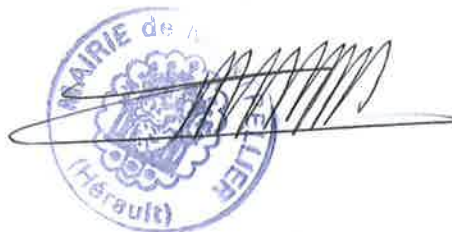
Fait à Montpellier, le 19 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

21 SEP. 2017



**Arrêté temporaire
Mesures de circulation
Avenue de Lodève
et Boulevard Benjamin Milhaud**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de mise à la cote d'une chambre à la demande de ORANGE ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **25 septembre 2017** et jusqu'au **29 septembre 2017** inclus, le Boulevard Benjamin Milhaud, dans sa partie comprise entre l'Avenue de Lodève et la Rue des Amaryllis est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

Article 2 :

À compter du **25 septembre 2017** et jusqu'au **29 septembre 2017** inclus, Avenue de Lodève, dans sa partie comprise entre le Boulevard Benjamin Milhaud et la Rue de Clémentville, la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h.

La circulation sera déviée par rétrécissement de la chaussée.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de ORANGE.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 19 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

21 SEP. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Quai Louis Le Vau

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux à la demande du Pôle Territorial de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 27 septembre 2017 et jusqu'au 20 octobre 2017 inclus, Quai Louis Le Vau, le stationnement est interdit.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de l'entreprise Colas.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise COLAS.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 19 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

21 SEP. 2017



Arrêté temporaire
Mesures de circulation et de stationnement
Rue Coligny,
Rue Jacques Dalcroze
et Impasse Auguste Mourgues

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies du présent arrêté en raison de travaux sur le réseau télécom à la demande du Centre de Supervision Urbain de la Ville de Montpellier ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **02 octobre 2017** et jusqu'au **27 octobre 2017** inclus, la Rue Coligny est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

À compter du **02 octobre 2017** et jusqu'au **27 octobre 2017** inclus, la Rue Jacques Dalcroze est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 3 :

À compter du **02 octobre 2017** et jusqu'au **27 octobre 2017** inclus, l'Impasse Auguste Mourgues est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 5 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise SOGETREL.

Article 6 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 7 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 19 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE



21 SEP. 2017

Publié le :

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation Allée Antonin Chauliac

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de tirage de câble à la demande de l'entreprise Sogetrel ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 25 septembre 2017 et jusqu'au 27 septembre 2017 inclus, la circulation est interdite Allée Antonin Chauliac entre la rue Marcelin Albert et l'allée Pierre Carabasse

Article 2 :

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur l'Allée Antonin Chauliac, emprunte :

- la Rue Marcellin Albert
- la Rue de la Croix
- la Rue Jules Guesde

et se termine sur la Rue de la Condamine.

Article 3 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 4 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise Sogetrel.

Article 5 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 6 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 19 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

21 SEP. 2017



Arrêté n° 2017-T2511

**Arrêté temporaire
Interdiction de stationnement
Rue Hilaire Ricard**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux sur l'éclairage public menés par la Métropole de Montpellier à la demande du Service éclairage Public ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **02 octobre 2017** et jusqu'au **06 octobre 2017** inclus, Rue Hilaire Ricard sur 3 emplacements de part et d'autre de l'aqueduc le stationnement unilatéral permanent est interdit. Ces dispositions sont applicables **8h00 à 17h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables :

- aux véhicules de secours, de maintenance, de nettoyage et de service public ;
- aux véhicules de police ;

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de CITEOS

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 19 septembre 2017



Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le : 21 SEP. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté n° 2017-T2512

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Boulevard d'Orient

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de réparation d'une toiture à la demande de la société MMT Thomas ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 25 septembre 2017 et jusqu'au 25 octobre 2017 inclus, Boulevard d'Orient au droit du N°10 sur 2 places, le stationnement est interdit.
Ces dispositions sont applicables de 9h00 à 16h00.

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de la société MMT Thomas.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de la société MMT Thomas

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 19 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué



A handwritten signature in black ink, consisting of several sharp, slanted strokes.

Luc ALBERNHE

Publié le : 21 SEP. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Route de Lodève

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison de travaux de récupération d'effets divers à la demande de Madame BUCHWALD ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **28 septembre 2017** et le **26 octobre 2017** inclus, sur la Route de Lodève au droit du N°26 sur un emplacement de 10 mètres est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation des véhicules est alternée par feux ou K10 ;
- la vitesse maximale autorisée est fixée à 30 Km/h ;
- le stationnement est interdit.

Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule "les compagnons d'emmaus".
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge "des compagnons d'Emmaüs"

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 19 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Publié le :

21 SEP. 2017

Luc ALBERNHE

A circular official stamp of the Municipality of Montpellier (Mairie de Montpellier) is visible. It features a central emblem with a crown and the text 'MAIRIE de MONTPELLIER' around the perimeter. A handwritten signature in black ink is written across the stamp.

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Allée de Bon Accueil

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de réfection de la chaussée à la demande du Service Voirie de Montpellier Méditerranée Métropole ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **25 septembre 2017** et jusqu'au **29 septembre 2017** inclus, l'Allée de Bon Accueil est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite ;
Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 17h00.**
- Le stationnement est interdit.
Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 17h00.**
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Une déviation est mise en place. Cette déviation débute sur la Route de Mende, emprunte :

- l'Avenue de la Justice de Castelnaud
- l'Avenue du Major Flandre

et se termine sur l'Allée de Bon Accueil.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de EIFFAGE TP.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 19 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

21 SEP. 2017



Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue du Plan du Parc

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- VU l'arrêté municipal du 6 avril 2010, n° 2010/NT/R/DGU-P320, définissant le périmètre d'interdiction de circulation aux véhicules poids lourds de plus de 7,5 tonnes et notamment son article 1er définissant les conditions de la présente dérogation exceptionnelle ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de .déménagement à la demande de la société L'Officiel du déménagement ;

Arrête :

Article 1er :

Le **22 septembre 2017**, Rue du Plan du Parc à l'intersection avec le Faubourg de la saunerie. sur un emplacement de 5 mètres, le stationnement est interdit.
Ces dispositions sont applicables **de 9h00 à 16h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables au véhicule de la société L'Officiel du Déménagement.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'Officiel du déménagement

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 19 septembre 2017

 **Monsieur l' Adjoint délégué**
Luc ALBERNHE

Publié le : 21 SEP. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté n° 2017-T2516

Arrêté temporaire Interdiction de stationnement Rue Emmanuel Hédon

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté en raison de travaux de réfection de voirie à la demande de la DAGEP, service voirie ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du 25 septembre 2017 et jusqu'au 06 octobre 2017 inclus, Rue Emmanuel Hédon, le stationnement est interdit.

Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise EIFFAGE.

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 19 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué


Luc ALBERNHE

Publié le : 21 SEP. 2017

Extrait du registre des arrêtés de la Mairie de Montpellier

Arrêté temporaire Mesures de circulation et de stationnement Rue Camille Descossy

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;
- VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25 ;
- VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1, quatrième partie, signalisation de prescription et livre 1, huitième partie, signalisation temporaire ;
- VU l'arrêté n°2016/0105/T/R du 27 janvier 2016 donnant délégation de signature à Monsieur Luc ALBERNHE, Adjoint au Maire ;
- VU le règlement communal d'occupation et d'utilisation de l'espace urbain (R.O.U.E.U.) ;
- CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre des dispositions particulières concernant la circulation et le stationnement des véhicules sur la voie du présent arrêté, en raison des travaux de réfection de voirie à la demande de la DAGEP, service voirie ;

Arrête :

Article 1er :

À compter du **25 septembre 2017** et jusqu'au **06 octobre 2017** inclus, la Rue Camille Descossy est soumise aux prescriptions définies ci-dessous :

- la circulation est interdite.
Ces dispositions sont applicables **de 8h00 à 18h00.**

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules de secours, la police et les riverains.

- Le stationnement est interdit.
Le non respect des dispositions prévues aux alinéas précédents sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Article 2 :

Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article 3 :

La fourniture, pose, maintenance et dépose de cette signalisation est à la charge de l'entreprise
EIFFAGE

Article 4 :

Les dispositions définies par le présent arrêté annulent et remplacent toutes les dispositions
contraires antérieures.

Article 5 :

Le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de l'Hérault et le Directeur Général des
Services de la Ville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté
qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Montpellier, le 19 septembre 2017

Monsieur l' Adjoint délégué

Luc ALBERNHE

Publié le :

21 SEP. 2017



Direction des Relations aux Publics
Service Etat Civil

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Délégation Officier d' Etat Civil concernant M.
Michaël DELAFOSSE le 23 septembre 2017**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18 et L 2122-32 ;
- Vu la délibération du 24 avril 2014 donnant délégation à Monsieur le Maire conformément aux textes susvisés, complétée par la délibération n° 2014/135 du 24 avril 2014 ;
- Considérant qu'aucun adjoint ne pourra assurer les célébrations de mariage du samedi 23 Septembre 2017 à 11 heures.

Arrête :

Article 1er :

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Conseiller Municipal, reçoit délégation de fonction d'Officier d'Etat-Civil pour célébrer le mariage du samedi 23 Septembre 2017 à 11 heures.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise au Procureur de la République.

Montpellier, le 20 SEP. 2017
Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL

Publié le : 22 SEP. 2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Relations aux Publics
Service Etat Civil

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier

**Délégation Officier d'Etat Civil concernant Mme
Samira SALOMON le 14 Octobre 2017**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-18 et L 2122-32 ;
- Vu la délibération du 24 avril 2014 donnant délégation à Monsieur le Maire conformément aux textes susvisés, complétée par la délibération n° 2014/135 du 24 avril 2014 ;
- Considérant qu'aucun adjoint ne pourra assurer les célébrations de mariage du samedi 14 Octobre 2017 à 15 heures 30.

Arrête :

Article 1er :

Madame Samira SALOMON, Conseillère Municipale, reçoit délégation de fonction d'Officier d'Etat-Civil pour célébrer le mariage du samedi 14 Octobre 2017 à 15 heures 30.

Article 2 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise au Procureur de la République.

Montpellier, le 20 SEP. 2017
Monsieur le Maire
Philippe SAUREL

Publié le : 22 SEP. 2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service de l'Assemblée (VM)

**Extrait du registre des
arrêts de la Mairie de
Montpellier**

**Délégations de signature
Département Réussite Educative
et Patrimoine Immobilier
Abroge et remplace l'arrêté n° A-2017/423**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code Général des Collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-18,
- VU la délibération n° 2014/135 du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier du 24 avril 2014 donnant délégations au Maire modifiée,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Le Département Réussite Educative et Patrimoine Immobilier est composé de :

- La Direction de l'Education,
- La Direction de l'Enfance,
- La Direction de la Politique Alimentaire,
- La Direction Travaux et Maintenance,
- La Direction Architecture et Immobilier.

Monsieur Jean-Paul DAYRE, Directeur Général Adjoint du Département Réussite Educative et Patrimoine Immobilier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son département.
- En matière de marchés publics, délégation à l'effet de signer les actes relatifs à la préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 90 000 € HT et moins de 209 000 € HT.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Paul DAYRE, les délégations ci-dessus ainsi que celles assumées par ce dernier pour cause d'absence ou d'empêchement de l'un de ses directeurs ou chefs de service sont accordées à Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 :

La Direction de l'Education est composée des services :

- Ressources
- Action Scolaire et Animation
- Projet éducatif et Prospective

Madame Cristel ARROUET, Directrice de l'Education, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Cristel ARROUET, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Nicolas JEANJEAN pour ce qui relève du service Ressources, Madame Delphine DUPLESSIS pour ce qui relève du service Action scolaire et Animation et Madame Marie-France PAULIN pour ce qui relève du service Projet éducatif et Prospective.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Cristel ARROUET, Messieurs Nicolas JEANJEAN, Mesdames Delphine DUPLESSIS et Marie-France PAULIN, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Cristel ARROUET, la délégation est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 2-1 :

Monsieur Nicolas JEANJEAN, responsable du service Ressources, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Nicolas JEANJEAN, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Cristel ARROUET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Nicolas JEANJEAN et Madame Cristel ARROUET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 2-2 :

Madame Delphine DUPLESSIS, responsable du service Action scolaire et Animation, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Delphine DUPLESSIS, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Cristel ARROUET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Mesdames Delphine DUPLESSIS et Cristel ARROUET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 2-3 :

Madame Marie-France PAULIN, responsable du service Projet éducatif et Prospective, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie-France PAULIN, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Cristel ARROUET.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Mesdames Marie-France PAULIN et Cristel ARROUET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 3 :

La Direction de l'Enfance est composée des services :

- Coordination territoriale
- Politique Petite Enfance et Prospective
- Ressources

Madame Pauline BONNEFOY, Directrice de l'Enfance et responsable de la Coordination territoriale, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics :

- ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Pauline BONNEFOY, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Christian MILESI pour ce qui relève du service Politique Petite Enfance et Prospective et Madame Marion NISOL pour ce qui relève du service Ressources.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Pauline BONNEFOY, Monsieur Christian MILESI et Madame Marion NISOL, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Pauline BONNEFOY, la délégation est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 3-1 :

Monsieur Christian MILESI, responsable du service Politique Petite Enfance et Prospective, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Christian MILESI, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Pauline BONNEFOY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Christian MILESI et Madame Pauline BONNEFOY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 3-2 :

Madame Marion NISOL, responsable du service Ressources, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marion NISOL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Pauline BONNEFOY.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Mesdames Marion NISOL et Pauline BONNEFOY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 4 :

La Direction de la Politique Alimentaire est composée des services :

- Intendance et Maintenance
- Qualité / Diététique
- Unité de Production

Monsieur Luc LIGNON, Directeur de la Politique Alimentaire, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
 - ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Luc LIGNON, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Bernard RAMIREZ, Directeur adjoint et responsable de l'Unité de production.

En cas d'absence ou d'empêchement de Messieurs Luc LIGNON et Bernard RAMIREZ, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Pierre VIAL pour ce qui relève du service Intendance et Maintenance et Madame Aude DE MACEDO pour ce qui relève du service Qualité.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Luc LIGNON, Bernard RAMIREZ, Pierre VIAL et Madame Aude DE MACEDO, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Luc LIGNON, la délégation est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 4-1 :

Monsieur Bernard RAMIREZ, Directeur adjoint, responsable du service Unité de production, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Bernard RAMIREZ, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Luc LIGNON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Monsieur Luc LIGNON et Bernard RAMIREZ, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 4-2 :

Monsieur Pierre VIAL, responsable du service Intendance et Maintenance, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre VIAL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Luc LIGNON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Monsieur Luc LIGNON et Bernard RAMIREZ, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 4-3 :

Madame Aude DE MACEDO, responsable du service Qualité, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Aude DE MACEDO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Luc LIGNON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Monsieur Luc LIGNON et Bernard RAMIREZ, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 5 :

La Direction Travaux et Maintenance (DTM) est composée des services :

- Maintenance
- Sécurité, Aménagements, Equipement
- Ateliers
- Administration et Comptabilité

Madame Hélène PARTIMBÈNE, Directrice des Travaux et Maintenance, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics :
 - ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et

règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.

- ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène PARTIMBÈNE, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Dominique DELAHAYE, Directeur adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène PARTIMBÈNE et Monsieur Dominique DELAHAYE, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Monsieur Olivier PIACENTINI pour ce qui relève du service Sécurité, Aménagements et Equipements, Monsieur René MATÉO pour ce qui relève du service Ateliers, et Madame Francine CHAPELAIN pour ce qui relève du service Administration et Comptabilité.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Hélène PARTIMBÈNE, Messieurs Dominique DELAHAYE, Olivier PIACENTINI, René MATÉO et Madame Francine CHAPELAIN, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Hélène PARTIMBÈNE, la délégation est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 5-1 :

Monsieur Dominique DELAHAYE, Directeur adjoint des Travaux et Maintenance, responsable du service Maintenance, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Dominique DELAHAYE, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Hélène PARTIMBÈNE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Dominique DELAHAYE et Madame Hélène PARTIMBÈNE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 5-2 :

Monsieur Olivier PIACENTINI, responsable du service Sécurité, Aménagements et Equipements, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Olivier PIACENTINI, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Hélène PARTIMBÈNE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Olivier PIACENTINI, Madame Hélène PARTIMBÈNE et Monsieur Dominique DELAHAYE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 5-3 :

Monsieur René MATÉO, responsable du service Ateliers, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur René MATÉO, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Hélène PARTIMBÈNE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur René MATÉO, Madame Hélène PARTIMBÈNE et Monsieur Dominique DELAHAYE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 5-4 :

Madame Francine CHAPELAIN, responsable du service Administration et Comptabilité, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Francine CHAPELAIN, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Hélène PARTIMBÈNE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Mesdames Francine CHAPELAIN, Hélène PARTIMBÈNE et Monsieur Dominique DELAHAYE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 6 :

La Direction de l'Architecture et de l'Immobilier (DAI) est composée des services :

- Architecture
- Conduite d'Opérations
- Gestion Active / Propriété / Sécurité
- Moyens Généraux
- Administratif et Financier

Monsieur Jean-Louis DESTISON, Directeur de l'Architecture et de l'Immobilier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de sa direction.
- En matière de marchés publics :

- ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 25 000 € HT.
- ✓ Délégation de signature pour tous les actes relatifs aux procédures de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement des marchés et accords-cadres dont le montant (modifications éventuelles incluses) est compris entre 25 000 € HT et moins de 90 000 € HT.
- ✓ En matière financière, délégation de signature pour les bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Louis DESTISON, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Christine BRIDON, Directrice adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Louis DESTISON et Madame Christine BRIDON, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Florence BASTIEN pour ce qui relève du service Conduite d'Opérations, Madame Séverine TERSINET pour ce qui relève du service Gestion Active / Propriété / Sécurité, Monsieur Marc DUBOZ pour ce qui relève du service Moyens Généraux et Madame Anna WILLEMIN pour ce qui relève du service Administratif et Financier.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-Louis DESTISON, Mesdames Christine BRIDON, Florence BASTIEN, Séverine TERSINET, Monsieur Marc DUBOZ et Madame Anna WILLEMIN, chacun pour ce qui le concerne, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Louis DESTISON, la délégation est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 6-1 :

Madame Christine BRIDON, Directrice adjointe de l'Architecture et de l'Immobilier, responsable du service Architecture, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christine BRIDON, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis DESTISON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christine BRIDON et Monsieur Jean-Louis DESTISON, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 6-2 :

Madame Florence BASTIEN, responsable du service Conduite d'Opérations, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence BASTIEN, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis DESTISON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Florence BASTIEN, Monsieur Jean-Louis DESTISON et Madame Christine BRIDON, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 6-3 :

Madame Séverine TERSINET, responsable du service Gestion Active / Propriété / Sécurité, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Séverine TERSINET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis DESTISON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Séverine TERSINET, Monsieur Jean-Louis DESTISON et Madame Christine BRIDON, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 6-4 :

Monsieur Marc DUBOZ, responsable du service Moyens Généraux, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Marc DUBOZ, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis DESTISON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Messieurs Marc DUBOZ, Jean-Louis DESTISON et Madame Christine BRIDON, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 6-5 :

Madame Anna WILLEMIN, responsable du service Administratif et Financier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Anna WILLEMIN, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis DESTISON.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Anna WILLEMIN, Monsieur Jean-Louis DESTISON et Madame Christine BRIDON, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Paul DAYRE.

ARTICLE 7 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 20 SEP. 2017
Monsieur le Maire

Philippe SAUREL

Publié le : 21 SEP. 2017

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur

Acte certifié exécutoire

Envoi Préfecture :

Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

